



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 7252

Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Date de dépôt : 26-02-2018

Date de l'avis du Conseil d'État : 30-05-2018

Auteur(s) : Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
26-02-2018	Déposé	7252/00	<u>3</u>
14-03-2018	Avis de la Cour administrative - Dépêche du Président de la Cour administrative au Ministre de la Justice (1.3.2018)	7252/01	<u>38</u>
18-05-2018	Avis de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (3.5.2018)	7252/02	<u>43</u>
30-05-2018	Avis du Conseil d'État (29.5.2018)	7252/03	<u>48</u>
11-06-2018	Transformé	7252/04, 7252A/01, 7252B/01	<u>56</u>
11-06-2018	1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'État (11.6.2018) 2) Texte coordonné du projet de loi n°7252A 3) Texte coordonné du projet de loi n°7252B	7252/04, 7252A/01, 7252B/01	<u>61</u>
06-06-2018	Commission juridique Procès verbal (36) de la réunion du 6 juin 2018	36	<u>66</u>

7252/00

N° 7252

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI

portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

* * *

*(Dépôt: le 23.2.2018)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (14.2.2018).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Commentaire des articles.....	3
5) Textes coordonnés.....	5
6) Fiche d'évaluation d'impact.....	30
7) Fiche financière.....	33

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre de la Justice est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Château de Berg, le 14 février 2018

Le Ministre de la Justice,

Félix BRAZ

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. La loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif est modifiée comme suit :

A partir du 16 septembre 2018, l'article 57, alinéa 1^{er} aura la teneur qui suit : « *Le tribunal administratif est composé d'un président, d'un premier vice-président, de trois vice-présidents, de quatre premiers juges et de six juges.* »

Art. 2. La loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives est modifiée comme suit :

(1) A l'article 5, paragraphe 4, les termes « , sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis » sont ajoutés à la suite des termes « déposées par le demandeur ».

(2) A l'article 8, un paragraphe 5bis et un paragraphe 5ter ayant la teneur suivante sont ajoutés à la suite du paragraphe 5 :

« (5bis) L'accès à des pièces, informations ou sources est réservé au tribunal saisi du recours lorsque

a) les pièces ou le dossier déposé(es) comprennent des pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ou

b) la divulgation d'informations ou de leurs sources compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou lorsque cela serait préjudiciable aux relations internationales. Néanmoins, afin de préserver les droits de la défense des parties autres que celle(s) qui les invoque(nt), la substance des informations, pour autant qu'elles soient pertinentes aux fins de l'examen du recours, est communiquée à ces parties d'une manière qui tient compte de la confidentialité nécessaire.

(5ter) A défaut pour la partie invoquant une pièce classifiée de rapporter, sur demande du tribunal, la preuve du caractère classifié de la pièce, celle-ci peut être écartée par le tribunal. »

(3) A l'article 9, alinéa 2, les termes « et sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis » sont ajoutés à la suite des termes « Par dérogation à l'article 4 ».

(4) A l'article 28, un paragraphe 2bis ayant la teneur suivante est ajouté à la suite du paragraphe 2 :

« (2bis) Le tribunal peut à tout moment se retirer en chambre du conseil si le débat public devait entraîner des inconvénients graves. »

(5) A l'article 50, les termes « et sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis » sont ajoutés à la suite des termes « Par dérogation à l'article 39 ».

(6) A la suite de l'article 51, un article 51-1 est ajouté ayant la teneur suivante :

« **Art. 51-1.** Sont applicables à la Cour les paragraphes 5bis et 5ter de l'article 8. »

(7) A l'article 53, un paragraphe 2bis ayant la teneur suivante est ajouté à la suite du paragraphe 2 :

« (2bis) La Cour peut à tout moment se retirer en chambre du conseil si le débat public devait entraîner des inconvénients graves. »

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi comprend deux volets. En premier lieu, il est proposé d'intégrer dans ce projet de loi la disposition relative au recrutement de deux juges supplémentaires au tribunal administratif qui est actuellement contenue dans les amendements gouvernementaux au projet de loi N°6563B portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, 3) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Ces amendements ont été déposés à la Chambre des Députés en août 2017 et ont été transmis pour avis au Conseil d'Etat. L'amendement pertinent est l'amendement gouvernemental 33. Au vu de l'urgence de ces recrutements, il est proposé de déplacer la disposition y relative dans le présent projet de loi qui, vu son caractère succinct, est susceptible d'être voté plus rapidement que le projet de loi N°6563B.

L'amendement gouvernemental 33 sera bien évidemment retiré du projet de loi N°6563B de sorte que le nombre total des recrutements à venir reste inchangé. Par contre, alors que l'amendement gouvernemental 33 au projet de loi N°6563B prévoit un recrutement échelonné sur deux années, le présent projet de loi propose de recruter les deux juges au 16 septembre 2018. En effet, le recrutement proposé se fera sur la base de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice et les juges nouvellement recrutés devront encore suivre une formation avant d'être pleinement opérationnels. Or, outre les considérations évoquées dans le commentaire de l'amendement 33 relatives à l'augmentation considérable des recours relatifs aux PAG et PAP communaux dans les prochains temps et aux divers congés pour raisons familiales dont les membres des juridictions sont en droit de bénéficier, il y a lieu de relever qu'un certain nombre d'autres textes sont actuellement en préparation, dont certains sont susceptibles d'être adoptés sous peu, et qui engendrent une charge de travail supplémentaire pour le tribunal administratif respectivement prévoient des procédures accélérées, ce qui suppose des effectifs suffisants. Il est notamment renvoyé au projet de loi N°6810 relative à une administration transparente et ouverte, au projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, qui prévoit un contrôle d'office de mesures de placement au-delà de 120 jours et au nouveau règlement procédure dans le cadre de la réforme du régime d'asile européen commun qui est actuellement en négociation au niveau de l'Union européenne et qui fixe des délais contraignants pour la procédure de recours en matière d'asile. Pour ces raisons, il est proposé de recruter les deux juges pour le 16 septembre 2018.

Il y a encore lieu de préciser que le recrutement visé ci-dessus est sans incidence sur le recrutement proposé dans le cadre du projet de loi N°7124 instituant un recours contre les décisions de sanctions administratives communales et portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

En second lieu, le projet de loi vise à préciser le traitement réservé d'un point de vue procédural aux pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, d'une part, et aux informations dont la divulgation compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou serait préjudiciable aux relations internationales, d'autre part, lorsque ces pièces ou informations sont versées ou communiquées dans le cadre d'un recours devant les juridictions administratives. Il peut en effet arriver que de telles pièces ou informations soient invoquées devant les juridictions administratives, p.ex. dans le cadre d'un recours contre une décision de retrait d'une habilitation de sécurité. Afin d'éviter toute insécurité juridique concernant la communication éventuelle de ces pièces ou informations aux autres parties au procès et leur discussion en audience publique, il paraît opportun de fixer des règles claires dans la loi concernant le traitement réservé à ces pièces et informations. Il est ainsi notamment proposé de préciser que lorsqu'une partie communique de telles pièces ou informations, l'accès à celles-ci est réservé au tribunal saisi du recours, à l'exclusion des autres parties, et que lorsqu'un débat en audience publique devait entraîner des inconvénients graves, le tribunal peut se retirer en chambre du conseil.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Tel qu'indiqué à l'exposé des motifs, cet article remplace la disposition relative au recrutement de deux juges au tribunal administratif prévue à l'amendement gouvernemental 33 au projet de loi N°6563B portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, 3) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, amendement qui sera supprimé. Pour les raisons indiquées à l'exposé des motifs, il est proposé de recruter les deux juges au 16 septembre 2018 et non pas de manière échelonnée sur deux années, tel que proposé par ledit amendement 33.

Article 2

Tel qu'indiqué à l'exposé des motifs, il est proposé de préciser le traitement réservé d'un point de vue procédural aux pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classifi-

cation des pièces et aux habilitations de sécurité, d'une part, et aux informations dont la divulgation compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou serait préjudiciable aux relations internationales, d'autre part, lorsque ces pièces ou informations sont versées ou communiquées dans le cadre d'un recours devant les juridictions administratives.

Le paragraphe 2 de l'article 2 du projet de loi propose ainsi d'insérer un nouveau paragraphe 5bis à l'article 8 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives. Ce paragraphe 5bis reprend au point b) les dispositions de l'article 18, alinéa 2 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, tout en adaptant légèrement la formulation. En effet, le cas de figure visé par ledit article 18 peut se présenter dans d'autres contextes que la protection internationale et la protection temporaire. Dans un objectif de sécurité juridique, il est dès lors proposé de prévoir une disposition analogue dans la loi modifiée du 21 juin 1999 qui aura ainsi vocation à s'appliquer de manière générale dans tous les recours devant les juridictions administratives qui sont régis par cette loi. Ainsi, lorsqu'une partie invoque des informations dont la divulgation compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou dont la divulgation serait préjudiciable aux relations internationales, par dérogation aux paragraphes 2, 4 et 5 de l'article 8, ces informations sont communiquées au seul tribunal, à l'exclusion des autres parties. Celles-ci peuvent uniquement se voir communiquer la substance de ces informations, d'une manière qui tient compte de la confidentialité nécessaire.

Le point a) du paragraphe 5bis vise un cas de figure supplémentaire, à savoir celui où des pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité sont versées par une partie à l'appui de ses prétentions. Il convient de préciser que les motifs permettant une classification en vertu de ladite loi ne sont pas identiques aux motifs de non divulgation couverts par le point b). Sont ainsi repris parmi les motifs de classification la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg et des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune, les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg, mais également le potentiel scientifique ou économique du Grand-Duché de Luxembourg.

Le paragraphe 5ter précise encore que le tribunal peut demander à la partie qui invoque le caractère classifié d'une pièce de prouver celui-ci, à défaut de quoi la pièce peut être écartée.

Le paragraphe 5bis de l'article 8 de la loi modifiée du 21 juin 1999 dérogeant aux articles 5, 9 et 50 de la même loi, les paragraphes 1, 3 et 5 de l'article 2 du projet de loi viennent compléter ces articles par la mention qu'ils s'appliquent sous réserve de l'article 8, paragraphe 5bis.

Les modifications proposées aux paragraphes 4 et 7 de l'article 2 du projet de loi sont inspirées de l'article 185 du Nouveau Code de procédure civile. Elles sont issues de la même démarche de protection d'informations et de personnes que celle qui se trouve à la base du paragraphe 2 de l'article 2 du projet de loi tout en visant, de par leur formulation plus large, des situations plus variées. Pourraient ainsi par exemple tomber dans le champ d'application des paragraphes 4 et 7 des débats portant sur des pièces classifiées, mais également sur d'autres pièces susceptibles d'être protégées par un secret des affaires.

Le paragraphe 6 de l'article 2 du projet de loi rend applicables à la Cour les paragraphes 5bis et 5ter de l'article 8 de la loi modifiée du 21 juin 1999. Ce paragraphe n'appelle pas de commentaire.

*

TEXTES COORDONNES

LOI DU 7 NOVEMBRE 1996

portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Mém. 1996, p. 2262

mod. L. 21 juin 1999, Mém. 1999, p. 1892; L. 28 juillet 2000, Mém. 2000, p. 1282 ; L. 28 juillet 2000, Mém. 2000 p. 1418; L. 22 décembre 2000, Mém. 2000, p. 3023; L. 12 juillet 2001, Mém. 2001, p. 1737 ; Règl. gd. 7 septembre 2001, Mém. 2001, p. 2468; L. 7 juillet 2003, Mém. 2003, p. 2344; L. 1er août 2007, Mém. 2007, p. 2489; L. 19 décembre 2008, Mém. 2008, p. 2771; L. 28 mai 2011, Mém. 2011, p. 1799 ; L. 7 juin 2012, Mém. 2012, p. 1598 ; L. 26 mars 2014, Mém. 2014, p. 507 ; L. 25 mars 2015, Mém. 2015, p. 1130 ; L. 5 juillet 2016, Mém. 2016, p. 2191 ; L. 23 juillet 2016, Mém. 2016, p. 2647

Chapitre 1er.– De l'organisation des juridictions de l'ordre administratif

Art. 1er. La présente loi porte organisation de la Cour administrative et du tribunal administratif. Le siège de ces juridictions est à Luxembourg.

Chapitre 2.– Des attributions de la Cour administrative et du tribunal administratif

Section 1.– Des recours en matière administrative dévolus en première instance au tribunal administratif

Art. 2. (1) Le tribunal administratif statue sur les recours dirigés pour incompétence, excès et détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, contre toutes les décisions administratives à l'égard desquelles aucun autre recours n'est admissible d'après les lois et règlements.

(2) Dans les cas où des lois et règlements admettent contre une décision administrative le recours au Grand-Duc, la partie se présentant lésée pourra néanmoins déférer cette décision au tribunal administratif pour les causes sus-énoncées. Dans ce cas, elle renonce au recours au Grand-Duc. Lorsque, en pareil cas, la partie intéressée s'est d'abord adressée au Grand-Duc, elle peut encore se pourvoir devant le tribunal administratif, mais seulement pour les causes ci-dessus énoncées, contre la décision qu'elle aura inutilement déférée au Grand-Duc.

Le recours au tribunal administratif prévu au présent article est admis même contre les décisions qualifiées par les lois ou règlements de définitives ou en dernier ressort.

(3) Sauf disposition contraire de la loi, appel peut être interjeté devant la Cour administrative contre les décisions du tribunal administratif visées ci-avant.

(4) Lorsque le jugement ou l'arrêt annule la décision attaquée, l'affaire est renvoyée en cas d'annulation pour incompétence devant l'autorité compétente et, dans les autres cas, devant l'autorité dont la décision a été annulée, laquelle, en décidant du fond, doit se conformer audit jugement ou arrêt.

Art. 3. (1) Le tribunal administratif connaît en outre comme juge du fond des recours en réformation dont les lois spéciales attribuent connaissance au tribunal administratif.

(2) Sauf disposition contraire de la loi, appel peut être interjeté devant la Cour administrative contre les décisions visées au paragraphe 1er.

Art. 4. (1) Dans les affaires contentieuses qui ne peuvent être introduites devant le tribunal administratif que sous forme de recours contre une décision administrative, lorsqu'un délai de trois mois s'est écoulé sans qu'il soit intervenu aucune décision, les parties intéressées peuvent considérer leur demande comme rejetée et se pourvoir devant le tribunal administratif.

(2) La date du dépôt de la demande est constatée par un récépissé délivré à la partie intéressée par l'autorité administrative compétente ou son préposé. A défaut de décision, ce récépissé doit être produit par les parties à l'appui de leur recours.

(3) Si l'administration n'a pas délivré de récépissé, le tribunal administratif apprécie, d'après les éléments du dossier, si le requérant apporte une preuve certaine qu'une réclamation a été remise par lui à l'administration à une date déterminée.

(4) Sauf disposition contraire de la loi, appel peut être interjeté devant la Cour administrative contre les décisions visées au paragraphe 1er.

*Section 2.– Des recours en matière administrative dévolus en première instance
aux autres juridictions administratives*

Art. 5. (1) Les décisions des autres juridictions administratives peuvent être frappées d'appel devant la Cour administrative, sauf disposition contraire de la loi.

(2) Lorsque l'arrêt annule la décision attaquée, l'affaire est renvoyée en cas d'annulation pour incompétence devant l'autorité compétente et, dans les autres cas, devant l'autorité dont la décision a été annulée, laquelle, en décidant du fond, doit se conformer audit arrêt.

Art. 6. La Cour administrative statue en appel et comme juge du fond sur les recours dirigés contre les décisions d'autres juridictions administratives ayant statué sur des recours en réformation dont les lois spéciales attribuent compétence à ces juridictions.

*Section 3.– Du recours en annulation contre les actes administratifs
à caractère réglementaire*

Art. 7. (1) Le tribunal administratif statue encore sur les recours dirigés pour incompétence, excès et détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, contre les actes administratifs à caractère réglementaire, quelle que soit l'autorité dont ils émanent. (L. 21 juin 1999)

(2) Ce recours n'est ouvert qu'aux personnes justifiant d'une lésion ou d'un intérêt personnel, direct, actuel et certain.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, le recours est encore ouvert aux associations d'importance nationale, dotées de la personnalité morale et agréées au titre d'une loi spéciale à exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction au sens de cette loi spéciale.

Le recours visé ci-avant n'est ouvert dans le chef des associations que pour autant que l'acte administratif à caractère réglementaire attaqué tire sa base légale de la loi spéciale dans le cadre de laquelle l'association requérante a été agréée.

(3) (L. 21 juin 1999) La décision prononçant l'annulation est publiée de la même manière que l'acte administratif à caractère réglementaire attaqué, dès qu'elle est coulée en force de chose jugée. L'annulation a un caractère absolu, à partir du jour où elle est coulée en force de chose jugée.

(4) (L. 21 juin 1999) Sauf disposition contraire de la loi, appel peut être interjeté devant la Cour administrative contre les décisions visées au paragraphe 1er.

Section 4.– Des recours en matière fiscale

Art. 8. (1) Le tribunal administratif connaît des contestations relatives:

- a) aux impôts directs de l'Etat, à l'exception des impôts dont l'établissement et la perception sont confiés à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et à l'Administration des Douanes et Accises et

b) aux impôts et taxes communaux, à l'exception des taxes rémunératoires.

(2) Appel peut être interjeté devant la Cour administrative contre les décisions visées au paragraphe 1er.

- (3) 1. Le tribunal administratif connaît comme juge de fond des recours dirigés contre les décisions du directeur de l'Administration des contributions directes dans les cas où les lois relatives aux matières prévues au paragraphe (1) prévoient un tel recours.
2. En cas d'application du § 237 de la loi générale des impôts le tribunal administratif statue conformément aux dispositions de l'article 2.
3. Lorsqu'une réclamation au sens du § 228 de la loi générale des impôts ou une demande en application du § 131 de cette loi a été introduite et qu'aucune décision définitive n'est intervenue dans le délai de six mois à partir de la demande, le réclamant ou le requérant peuvent considérer la réclamation ou la demande comme rejetées et interjeter recours devant le tribunal administratif contre la décision qui fait l'objet de la réclamation ou, lorsqu'il s'agit d'une demande de remise ou en modération, contre la décision implicite de refus. Dans ce cas le délai prévu au point 4, ci-après ne court pas.
4. Le délai pour l'introduction des recours visés aux points 1. et 2. ci-avant est de trois mois.
5. Supprimé (L. 21 juin 1999)

Section 5.– Des conflits entre le Gouvernement et la Chambre des comptes

Art. 9. Si l'ordonnateur trouve les observations de la Chambre des comptes mal fondées, il les défère au Gouvernement en conseil.

Si la Chambre des comptes persiste, contrairement à l'opinion du Gouvernement, la question est déférée à la Cour administrative qui y statue définitivement et à la décision de laquelle l'ordonnateur et la Chambre des comptes doivent se conformer.

La Chambre des comptes obtient communication des mémoires. Elle soumet ses observations éventuelles à la Cour administrative au plus tard dans le délai de quinze jours.

Chapitre 3.– De la Cour administrative

Section 1.. De la composition et du fonctionnement

Art. 10. La Cour administrative est composée d'un président, d'un vice-président, d'un premier conseiller et de deux conseillers.

Elle est complétée par cinq membres suppléants qui portent le titre de conseiller suppléant de la Cour administrative.

Un greffier en chef est affecté à la Cour ainsi qu'un ou plusieurs greffiers selon les besoins du service. Les affectations et désaffectations sont faites par le ministre de la Justice sur avis du président de la Cour.

Art. 11. Les membres effectifs et les membres suppléants de la Cour administrative sont nommés par le Grand-Duc, sur avis de la Cour.

Les membres suppléants de la Cour administrative sont choisis parmi des candidats qui doivent être magistrats en exercice auprès d'une juridiction de l'ordre judiciaire.

Art. 12. (L. 7 juin 2012) Pour être membre de la Cour administrative, il faut:

- 1) être de nationalité luxembourgeoise;
- 2) jouir des droits civils et politiques;
- 3) résider au Grand-Duché de Luxembourg;
- 4) être âgé de trente ans accomplis;
- 5) être titulaire d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études universitaires en droit correspondant au grade de master reconnu ou d'un diplôme étranger de fin d'études universitaires en droit correspon-

dant au grade de master, reconnu et homologué par le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions conformément à la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur;

- 6) (L. 23 juillet 2016) avoir accompli un service comme attaché de justice conformément aux dispositions de la loi sur les attachés de justice ;
- 7) (L. 23 juillet 2016) satisfaire aux conditions d'admissibilité définies par la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Art. 13. Les membres de la Cour administrative sont inamovibles.

Aucun d'eux ne peut être privé de sa place ni être suspendu que par un arrêt de la Cour administrative, sous réserve des dispositions de l'article 50.

Art. 14. La Cour administrative siège, délibère et rend ses décisions au nombre de trois membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

La décision est lue en audience publique par le président ou par un autre membre de la composition qui a connu de l'affaire, délégué à cette fin, sans que la présence des autres membres soit requise.

La composition de la Cour administrative est arrêtée pour chaque affaire par son président.

Si la Cour administrative ne peut se composer utilement, elle se complète par un ou plusieurs membres suppléants de la Cour administrative.

Les affaires sont plaidées et jugées en audience publique.

Art. 15. L'année judiciaire de la Cour administrative commence le 16 septembre et se termine le 15 juillet.

La Cour administrative fixe le nombre et la date des audiences nécessaires à la prompt expédition des affaires. Elle les communique au ministre de la Justice pour être publiés au Mémorial.

Néanmoins, la Cour administrative doit, en cas de besoin, tenir des audiences extraordinaires, même en dehors de la période fixée à l'alinéa premier.

Art. 16. Le président de la Cour administrative est chargé de surveiller la bonne marche des affaires et d'assurer le fonctionnement de la juridiction.

Il veille à la prompt expédition des affaires.

Art. 17. Chaque année, avant le 15 octobre, le président de la Cour administrative adresse au ministre de la Justice un rapport relatif au fonctionnement de la Cour administrative pendant l'année judiciaire écoulée avec un relevé des affaires en instance et des affaires jugées.

Art. 18. Tous les avocats admis à plaider devant les tribunaux du Grand-Duché sont également admis à plaider devant la Cour administrative.

Néanmoins, les avocats inscrits à la liste I des tableaux dressés annuellement par les conseils des ordres des avocats ont seuls le droit d'accomplir les actes d'instruction et de procédure.

L'Etat se fait représenter devant la Cour administrative par un délégué ou par un avocat.

Section 2. – Des incompatibilités

Art. 19. Les membres de la Cour administrative ne peuvent, directement ou indirectement, avoir des entretiens particuliers avec les parties ou leurs avocats ou défenseurs sur les contestations qui sont soumises à leur décision.

Art. 20. Sans préjudice des incompatibilités prévues par des lois spéciales, les fonctions de membre de la Cour administrative sont incompatibles avec le mandat de député, avec toute fonction salariée publique ou privée, avec les fonctions de notaire, d'huissier avec l'état militaire et l'état ecclésiastique, avec la profession d'avocat, avec la fonction de magistrat de l'ordre judiciaire sauf si le magistrat exerce les fonctions de membre suppléant de la Cour administrative.

Art. 21. Les membres de la Cour administrative ne peuvent être bourgmestre, échevin ou conseiller communal. Ils ne peuvent remplir un mandat au sein d'un organe d'une personne juridique de droit public.

Art. 22. La fonction de membre de la Cour administrative est incompatible avec la fonction de membre du Conseil d'Etat.

Art. 23. De même, aucun membre de la Cour administrative ne peut siéger dans des affaires ayant trait à l'application des dispositions légales ou réglementaires au sujet desquelles il a pris part soit à l'élaboration à quelque titre que ce soit, soit aux délibérations du Conseil d'Etat.

Les membres de la Cour administrative ne peuvent délibérer, siéger ou décider dans aucune affaire dans laquelle soit eux-mêmes, soit leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel.

Les membres de la Cour Administrative ne peuvent siéger, décider ou prendre part aux délibérations sur les affaires dont ils ont déjà connu dans une qualité autre que celle de membre de la Cour.

Les membres de la Cour peuvent en outre être récusés pour les causes et selon les modalités indiquées aux dispositions afférentes du code de procédure civile.

Art. 24. Il est interdit, sous les peines disciplinaires, à tout membre effectif ou suppléant de la Cour administrative d'exercer, soit par lui-même, soit sous le nom de son conjoint ou par toute autre personne interposée, aucune affaire de commerce, d'être agent d'affaires, ou de participer à la direction, à l'administration ou à la surveillance de toute société ou établissement industriel ou financier.

Art. 25. Les parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ne peuvent être simultanément membre effectif ou suppléant de la Cour administrative.

Art. 26. En toute matière le membre effectif ou suppléant de la Cour administrative doit s'abstenir, sous telle peine disciplinaire que de droit, s'il est parent ou allié de l'avocat, du délégué du Gouvernement ou du mandataire de l'une des parties jusqu'au troisième degré inclusivement.

Art. 27. L'avocat ou le mandataire qui ont prêté leur nom pour éluder la disposition qui précède sont punis, le premier d'une peine disciplinaire et le dernier d'une amende de 500 euros à 1.000 euros à prononcer par le Conseil disciplinaire et administratif de l'Ordre des avocats.

Section 3.– De la réception et de la prestation du serment

Art. 28. La réception des membres de la Cour administrative se fait à l'audience publique de la Cour administrative.

Le président et le vice-président prêtent serment entre les mains du Grand-Duc, ou de la personne désignée par Lui; le premier conseiller et les conseillers prêtent serment entre les mains du président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, entre les mains du vice-président de la Cour administrative.

Art. 29. Avant d'entrer en fonctions, les membres effectifs et les membres suppléants de la Cour administrative prêtent le serment suivant:

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.»

Art. 30. Toute personne nommée à une fonction à la Cour administrative est tenue de prêter serment dans le mois à compter du jour où sa nomination lui a été notifiée, à défaut de quoi il peut être pourvu à son remplacement.

Section 4.– Du rang et de la préséance

Art. 31. A la Cour administrative il est tenu une liste de rang sur laquelle les membres de la Cour administrative sont inscrits dans l'ordre qui suit:

Le président, le vice-président, le premier conseiller et les conseillers dans l'ordre de leur nomination.

Le premier conseiller et les conseillers nommés ensemble sont portés sur cette liste dans l'ordre que suivent les arrêtés de nomination, ou dans celui de leur inscription dans l'arrêté de nomination simultanée.

Cette liste est arrêtée par la Cour administrative en assemblée générale; elle est complétée à chaque nouvelle nomination.

Cette liste détermine le rang des membres dans les cérémonies et aux audiences de la Cour administrative.

Section 5.– Des empêchements et des remplacements

Art. 32. Le président de la Cour administrative est, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de poste, remplacé par le vice-président ou à défaut de celui-ci, par le membre le plus élevé en rang, dans l'ordre de la liste prévue par l'article 31.

Art. 33. Le vice-président, le premier conseiller et les conseillers sont, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de poste, remplacés par un autre membre ou membre suppléant de la Cour administrative.

Lorsque les besoins du service l'exigent, peut être assumé en qualité de greffier tout agent adéquat des services de l'ordre administratif, pourvu qu'il soit Luxembourgeois, âgé de dix-huit ans au moins et qu'il prête préalablement entre les mains du président du siège le serment imposé aux fonctionnaires publics et dont les termes sont indiqués à l'article 92.

Section 6.– Des absences et des congés

Art. 34. Aucun membre de la Cour administrative ou greffier ne peut s'absenter si le service doit souffrir de son absence.

Art. 35. Le président de la Cour administrative ne peut s'absenter plus de trois jours sans avoir obtenu la permission du ministre de la Justice.

Art. 36. Les autres membres de la Cour administrative ainsi que les greffiers ne peuvent s'absenter plus de trois jours sans avoir obtenu la permission du président de la Cour administrative.

Si l'absence doit durer plus d'un mois, la permission du ministre de la Justice est nécessaire.

Art. 37. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne s'appliquent pas aux absences qui peuvent être faites pendant les vacances judiciaires par les membres de la Cour administrative qui ne sont retenus par aucun service.

Art. 37-1. (L. 22 décembre 2000) Les membres de la Cour administrative appelés à collaborer pendant une période déterminée aux travaux d'organisations internationales ou d'une administration peuvent obtenir, de leur accord, un détachement temporaire. Ce détachement est accordé par l'autorité compétente pour la nomination du bénéficiaire et dans la forme prescrite par celle-ci.

Les postes laissés vacants par les magistrats détachés sont occupés par un nouveau titulaire.

Art. 37-2. (L. 7 juillet 2003) Le poste laissé vacant par un magistrat bénéficiaire d'un congé sans traitement en vertu des dispositions de l'article 30 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat peut être occupé par un autre titulaire, selon les besoins du service.

Au terme de son congé, le magistrat ainsi remplacé est réintégré dans la magistrature à un poste équivalent à la fonction qu'il exerçait avant l'octroi de son congé spécial. A défaut de vacance de poste adéquat, il est nommé hors cadre à un poste comportant le même rang et le même traitement que ceux dont il bénéficiait avant son départ.

Section 7.– De la discipline

Art. 38. Est qualifié faute disciplinaire tout acte commis dans l'exercice ou hors de l'exercice des fonctions, qui peut compromettre le caractère dont les membres sont revêtus, donner lieu à scandale, blesser les convenances et compromettre le service de la justice, ainsi que tout manquement aux devoirs de sa charge.

Art. 39. Les peines disciplinaires sont:

1° l'avertissement;

- 2° la réprimande;
- 3° l'amende qui ne peut être inférieure à un dixième d'une mensualité brute du traitement de base, ni supérieure à cette même mensualité. Elle est recouvrable au moyen d'une contrainte non susceptible d'opposition, à décerner par le receveur de l'enregistrement;
- 4° l'exclusion temporaire des fonctions, avec ou sans privation partielle ou totale de la rémunération pour une période de six mois au maximum. La période d'exclusion ne compte pas comme temps de service pour le calcul des majorations biennales et la pension;
- 5° la mise à la retraite;
- 6° la révocation. La révocation emporte la perte de l'emploi, du titre et du droit à la pension sans préjudice des droits découlant de l'assurance rétroactive prévue en matière de coordination des régimes de pension.

Art. 40. L'avertissement est donné par le président de la Cour administrative, soit d'office, soit sur réquisition du ministre de la Justice.

L'application des autres peines disciplinaires est faite par la Cour administrative, en la chambre du conseil, sur réquisition du ministre de la Justice.

Art. 41. Aucune décision ne peut être prise sans que le membre mis en cause ait été entendu ou dûment appelé.

Art. 42. Si le membre mis en cause n'a pas comparu en la chambre du conseil, il peut se pourvoir, en cas de condamnation, par voie d'opposition dans les cinq jours de la notification de la décision.

Art. 43. Les décisions de la Cour administrative en matière disciplinaire ont force d'arrêt.

Art. 44. Les notifications mentionnées aux articles 41 et 42 sont faites par le greffe de la Cour administrative, par lettre recommandée.

Les dispositions des paragraphes 2 à 9 de l'article 4 du titre 1er du code de procédure civile sont applicables.

Art. 45. Est suspendu de plein droit de l'exercice de ses fonctions, le membre de la Cour administrative

- 1° détenu à titre répressif, pour la durée de sa détention;
- 2° détenu préventivement, pour la durée de sa détention;
- 3° contre lequel il existe une décision judiciaire non encore définitive qui porte ou emporte perte d'emploi, jusqu'à la décision définitive qui l'acquitte ou ne le condamne qu'à une peine moindre;
- 4° condamné disciplinairement à la révocation ou à l'exclusion temporaire des fonctions par une décision non encore définitive, jusqu'à la fin de la procédure disciplinaire.

Art. 46. La Cour administrative peut, sur la réquisition du ministre de la Justice, prononcer la suspension provisoire de tout membre poursuivi judiciairement ou administrativement pendant tout le cours de la procédure jusqu'à décision définitive.

Art. 47. Tout jugement de condamnation rendu contre un membre de la Cour administrative à une peine même de police est transmis au ministre de la Justice, pour que celui-ci puisse intenter l'action disciplinaire, s'il y a lieu.

Art. 48. L'action disciplinaire est indépendante de toutes poursuites judiciaires et peut être cumulée avec elles.

Art. 49. Les dispositions du présent chapitre sont applicables même à ceux qui, n'ayant exercé qu'en qualité de suppléant, ont, dans l'exercice de cette suppléance, manqué aux devoirs de leur état.

*Section 8.– De la mise à la retraite des membres
de la Cour administrative*

Art. 50. (L. 28 juillet 2000) Les membres de la Cour administrative sont mis à la retraite lorsqu'ils ont accompli l'âge de soixante-huit ans ou si une affection grave ou permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou qu'ils ont fait preuve d'inaptitude professionnelle constatée dans les formes prescrites par la procédure disciplinaire.

Art. 51. Ceux des membres qui, frappés d'une infirmité grave et permanente ou après avoir atteint l'âge de la retraite, n'ont pas demandé leur retraite, en sont avertis par lettre recommandée du président de la Cour administrative. Si le président de la Cour administrative lui-même n'a pas demandé sa mise à la retraite, l'avertissement est donné par le ministre de la Justice.

Si, dans le mois de l'avertissement, le membre n'a pas demandé sa retraite, la Cour administrative se réunit en assemblée générale, en la chambre du conseil, pour statuer sur la mise à la retraite poursuivie.

Quinze jours au moins avant celui qui a été fixé pour la réunion de la Cour administrative, le membre concerné est informé du jour et de l'heure de la séance et reçoit en même temps l'invitation de fournir ses observations par écrit.

Cette information et cette invitation sont faites par le greffier de la Cour administrative qui est tenu de les constater par un procès-verbal. La notification en est faite conformément aux dispositions de l'article 44.

Art. 52. La décision est immédiatement notifiée à l'intéressé conformément aux dispositions de l'article 44. Si celui-ci n'a pas fourni ses observations, la décision n'est considérée comme définitive que s'il n'a pas été formé opposition dans les cinq jours à dater de la notification.

L'opposition est reçue au greffe et consignée sur un registre spécial.

Art. 53. La décision rendue, soit sur les observations du membre concerné, soit sur son opposition, est en dernier ressort.

Art. 54. Les décisions de la Cour administrative dans les affaires du présent chapitre, lorsqu'elles sont définitives, sont adressées dans les quinze jours au ministre de la Justice.

Section 9.– De la procédure

Art. 55. La loi détermine la procédure à suivre devant la Cour administrative. Un règlement grand-ducal pris sur avis du Conseil d'Etat fixe le taux et le mode de répartition des indemnités des membres suppléants de la Cour administrative et le tarif des frais et dépens en matière contentieuse et arrête le règlement d'ordre intérieur de la Cour administrative.

Art. 56. Le membre de la Cour administrative présidant la formation du jugement et le greffier attestent l'authenticité des décisions rendues. Le greffier en délivre les expéditions.

Ces expéditions sont exécutoires.

Chapitre 4.– Du tribunal administratif

Section 1.– De la composition et du fonctionnement du tribunal administratif

Art. 57. (L. 5 juillet 2016) Le tribunal administratif est composé d'un président, d'un premier vice-président, de trois vice-présidents, de quatre premiers juges et de ~~quatre~~six juges.

(L. 28 juillet 2000) Le tribunal d'arrondissement est complété par neuf membres suppléants qui portent le titre de juge suppléant du tribunal administratif.

Un greffier en chef est affecté au tribunal ainsi qu'un ou plusieurs greffiers selon les besoins du service. Les affectations et désaffectations sont faites par le ministre de la Justice sur avis du président du tribunal.

Art. 58. Les président et vice-présidents du tribunal administratif sont nommés par le Grand-Duc, sur avis de la Cour administrative.

Les autres membres et les membres suppléants du tribunal administratif sont nommés par le Grand-Duc.

Les membres suppléants du tribunal administratif sont choisis parmi les candidats qui doivent être magistrats en exercice auprès d'une juridiction de l'ordre judiciaire.

Art. 59. (L. 7 juin 2012) Pour être membre du tribunal administratif, il faut:

- 1) être de nationalité luxembourgeoise;
- 2) jouir des droits civils et politiques;
- 3) résider au Grand-Duché de Luxembourg;
- 4) être âgé de vingt-cinq ans accomplis;
- 5) être titulaire d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études universitaires en droit correspondant au grade de master reconnu ou d'un diplôme étranger de fin d'études universitaires en droit correspondant au grade de master, reconnu et homologué par le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions conformément à la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur;
- 6) (L. 23 juillet 2016) avoir accompli un service comme attaché de justice conformément aux dispositions de la loi sur les attachés de justice ;
- 7) (L. 23 juillet 2016) satisfaire aux conditions d'admissibilité définies par la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice.

Art. 60. Les membres du tribunal administratif sont inamovibles.

Aucun d'eux ne peut être privé de la place ni être suspendu que par arrêt de la Cour administrative sous réserve des dispositions de l'article 50.

Art. 61. (L. 19 décembre 2008) Le tribunal administratif comprend trois chambres. Le président du tribunal administratif répartit les affaires entre les trois chambres. Le tribunal administratif siège, délibère et rend ses décisions au nombre de trois membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

La décision est lue en audience publique par le président ou par un autre membre de la composition qui a connu de l'affaire, délégué à cette fin, sans que la présence des autres membres soit requise.

Les affaires sont plaidées et jugées en audience publique.

Art. 62. L'année judiciaire du tribunal administratif commence le 16 septembre et se termine le 15 juillet.

Le tribunal administratif fixe le nombre et la date des audiences nécessaires à la prompt expédition des affaires. Il les communique au ministre de la Justice pour être publiés au Mémorial.

Néanmoins, le tribunal administratif doit, en cas de besoin, tenir des audiences extraordinaires, même en dehors de la période fixée à l'alinéa premier.

Art. 63. Le président du tribunal administratif est chargé de surveiller la bonne marche des affaires et d'assurer le fonctionnement de la juridiction.

Il veille à la prompt expédition des affaires.

Art. 64. Chaque année, avant le 15 octobre, le président du tribunal administratif adresse au ministre de la Justice un rapport relatif au fonctionnement du tribunal pendant l'année judiciaire écoulée avec un relevé des affaires en instance et des affaires jugées.

Art. 65. Sans préjudice des articles 62 et 64, la Cour administrative a droit de surveillance sur le tribunal administratif. Elle doit notamment veiller au bon fonctionnement du service dans cette juridiction.

Lorsqu'elle est informée de faits mettant en cause le bon fonctionnement du service, elle procède, s'il y a lieu, à une enquête, au cours de laquelle, elle peut entendre toutes personnes et se faire com-

muniquer tous documents. L'enquête est faite par le président de la Cour administrative ou un membre de la Cour administrative désigné par lui.

Lorsque l'enquête fait apparaître des déficiences, la Cour administrative peut donner toutes injonctions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du service.

Art. 66. Tous les avocats admis à plaider devant les tribunaux du Grand-Duché sont également admis à plaider devant le tribunal administratif.

Néanmoins, les avocats inscrits à la liste I des tableaux dressés annuellement par les conseils des ordres des avocats ont seuls le droit d'accomplir les actes d'instruction et de procédure.

L'Etat se fait représenter devant le tribunal administratif par un délégué ou par un avocat.

Section 2.– Des incompatibilités

Art. 67. Les articles 19 à 27 sont applicables par analogie aux membres du tribunal administratif.

Section 3.– De la réception et de la prestation de serment

Art. 68. La réception des membres du tribunal administratif se fait à l'audience publique de la Cour administrative. (L. 21 juin 1999)

Ils prêtent serment entre les mains du président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, entre les mains du vice-président de la Cour administrative.

Art. 69. Avant d'entrer en fonctions, les membres du tribunal administratif prêtent le serment suivant:

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité».

Art. 70. Toute personne nommée à une fonction au tribunal administratif est tenue de prêter serment dans le mois à compter du jour où sa nomination lui a été notifiée, à défaut de quoi il peut être pourvu à son remplacement.

Section 4.– Du rang et de la préséance

Art. 71. Au tribunal administratif il est tenu une liste de rang sur laquelle les membres du tribunal administratif sont inscrits dans l'ordre qui suit:

(L. 28 mai 2011) Le président, le premier vice-président, les vice-présidents, les premiers juges et les juges dans l'ordre de leur nomination.

Les magistrats nommés ensemble sont portés sur cette liste dans l'ordre que suivent les arrêtés de nomination, ou dans celui de leur inscription dans l'arrêté de nomination simultanée.

Cette liste est arrêtée par la Cour administrative en assemblée générale; elle est complétée à chaque nouvelle nomination.

Cette liste détermine le rang des membres dans les cérémonies et aux audiences du tribunal administratif.

Art. 71.-1. (L. 26 mars 2014) Il est réservé au Grand-Duc, sur avis de la Cour administrative, de nommer conseiller honoraire auprès de cette cour les président, premier vice-président, vice-présidents, premiers juges et juges du tribunal administratif.

Section 5.– Des empêchements et des remplacements

Art. 72. Le président du tribunal administratif est, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de poste, remplacé par le premier vice-président ou, à défaut de celui-ci par le vice-président, le premier juge ou le juge le plus élevé en rang, dans l'ordre de la liste prévue à l'article 71.

Art. 73. (L. 7 juin 2012) Le premier vice-président, les vice-présidents, les premiers juges et les juges sont, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de poste, remplacés par un autre membre effectif du tribunal administratif.

En cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de poste, un attaché de justice peut être délégué, dans les conditions déterminées par la loi sur les attachés de justice, pour remplacer un des membres effectifs visés à l'alinéa qui précède.

A défaut de membre effectif et d'attaché de justice, un membre suppléant du tribunal administratif procède au remplacement.

Art. 74. Lorsque les besoins du service l'exigent, peut être assumé en qualité de greffier tout agent adéquat des services de l'ordre administratif, pourvu qu'il soit Luxembourgeois, âgé de dix-huit ans au moins et qu'il prête préalablement entre les mains du président du siège le serment imposé aux fonctionnaires publics et dont les termes sont indiqués à l'article 92.

Section 6.– Des absences et des congés

Art. 75. Aucun membre du tribunal administratif ou greffier ne peut s'absenter si le service doit souffrir de son absence.

Art. 76. Le président du tribunal administratif ne peut s'absenter plus de trois jours sans avoir obtenu la permission du président de la Cour administrative.

Si l'absence doit durer plus d'un mois, la permission du ministre de la Justice est nécessaire.

Art. 77. Les autres membres du tribunal administratif ainsi que les greffiers ne peuvent s'absenter plus de trois jours sans avoir obtenu la permission du président du tribunal administratif.

Si l'absence doit durer plus d'un mois, la permission du ministre de la Justice est nécessaire.

Art. 78. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne s'appliquent pas aux absences qui peuvent être faites pendant les vacances judiciaires par les membres du tribunal administratif qui ne sont retenus par aucun service.

Art. 78-1. (L. 22 décembre 2000) L'article 37-1 est applicable aux membres du tribunal administratif.

Art. 78-2. (L. 7 juillet 2003) L'article 37-2 est applicable aux membres du tribunal administratif.

Section 7.– De la discipline

Art. 79. L'avertissement est donné par le président du tribunal administratif, soit d'office, soit sur réquisition du ministre de la Justice.

L'application des autres peines disciplinaires est faite par la Cour administrative, en la chambre du conseil, sur réquisition du ministre de la Justice.

Art. 80. Les articles 38, 39 et 41 à 49 sont applicables tels quels aux membres du tribunal administratif.

Section 8.– De la mise à la retraite des membres du tribunal administratif

Art. 81. Les articles 50 à 54 sont applicables tels quels aux membres du tribunal administratif.

Section 9.– De la procédure

Art. 82. La loi détermine la procédure à suivre devant le tribunal administratif. Un règlement grand-ducal pris sur avis du Conseil d'Etat fixe le taux et le mode de réparation des indemnités des membres suppléants du tribunal administratif ainsi que le tarif des frais et dépens en matière contentieuse et arrête le règlement d'ordre intérieur du tribunal administratif.

Art. 83. Le membre du tribunal administratif présidant la formation de jugement et le greffier attestent l'authenticité des décisions rendues. Le greffier en délivre les expéditions.

Ces expéditions sont exécutoires.

Chapitre 5.– Du stage des magistrats et futurs magistrats étrangers

Art. 83-1. (L. 1er août 2007) Les magistrats et futurs magistrats d'Etats étrangers, régulièrement admis à faire un stage, peuvent être autorisés à assister aux actes, délibérés et travaux des juridictions de l'ordre administratif.

Ils n'exercent aucune fonction judiciaire.

Art. 83-2. (L. 1er août 2007) Le ministre de la Justice statue sur les demandes d'admission au stage, qui lui sont transmises par les autorités étrangères dont relèvent les magistrats et futurs magistrats.

Le président de la Cour administrative affecte les magistrats et futurs magistrats d'Etats étrangers, admis à faire un stage, à l'une des juridictions de l'ordre administratif.

Art. 83-3. (L. 1er août 2007) Avant de commencer le stage, les magistrats et futurs magistrats d'Etats étrangers prêtent serment à l'audience publique de la Cour administrative en ces termes: «Je jure de conserver le secret des actes, délibérés et travaux dont j'aurai connaissance au cours de mon stage».

Ils sont soumis au secret professionnel conformément à l'article 458 du code pénal.

Chapitre 6¹.– De l'exécution des arrêts et jugements en matière administrative

Art. 84. Lorsqu'en cas d'annulation ou de réformation, coulée en force de chose jugée, d'une décision administrative qui n'est pas réservée par la Constitution à un organe déterminé, la juridiction ayant annulé ou réformé la décision a renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente et que celle-ci omet de prendre une décision en se conformant au jugement ou à l'arrêt, la partie intéressée peut, à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du prononcé de l'arrêt ou du jugement, saisir la juridiction qui a renvoyé l'affaire en vue de charger un commissaire spécial de prendre la décision aux lieu et place de l'autorité compétente et aux frais de celle-ci. La juridiction fixe au commissaire spécial un délai dans lequel il doit accomplir sa mission. La désignation du commissaire spécial dessaisit l'autorité compétente.

Art. 85. Au cas où la décision devait être prise par une personne publique décentralisée ou par une autorité déconcentrée, le commissaire spécial est choisi parmi les fonctionnaires supérieurs de l'autorité de tutelle ou du ministère dont relève l'autorité à laquelle l'affaire a été renvoyée.

Dans les autres cas, le commissaire spécial est choisi parmi les membres de la juridiction.

Art. 86. La décision rendue par le commissaire spécial est, selon le cas, susceptible d'un recours en annulation ou d'un recours en réformation.

Art. 87. Les commissaires spéciaux ont droit à une indemnité. Elle est fixée par la juridiction suivant la nature et la complexité de l'affaire, d'après les bases établies par un règlement grand-ducal.

Chapitre 7².– Du greffe des juridictions administratives

Art. 88. La Cour administrative et le tribunal administratif disposent d'un greffe commun.

(L. 25 mars 2015) Le cadre du personnel comprend des fonctionnaires des différentes catégories de traitement telles que prévues par la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat. La nomination aux fonctions d'inspecteur principal premier en rang, d'inspecteur principal, d'inspecteur, de chef de bureau et de chef de bureau adjoint sont faites par le Grand-Duc, sur avis du président de la Cour administrative.

Les autres nominations sont faites par le ministre de la Justice.

¹ Chapitre renuméroté par la loi du 1^{er} août 2007

² Chapitre renuméroté par la loi du 1^{er} août 2007

Les greffiers en chef et les greffiers sont choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne du rédacteur.

Nul ne peut être affecté à un emploi au greffe s'il remplit un mandat politique.

Art. 89. Ce cadre peut être complété par des stagiaires, des employés et des ouvriers selon les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires.

Art. 90. Les candidats aux fonctions des carrières moyenne et inférieure doivent remplir, sous réserve des dispositions de l'article 91 ci-après, les mêmes conditions que les candidats aux fonctions analogues auprès de l'administration gouvernementale.

Art. 91. Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'organisation des stages, des examens de fin de stage et des examens de promotion et peut fixer des conditions particulières de recrutement, de stage, de nomination et d'avancement pour le personnel du greffe.

Art. 92. Avant d'entrer en fonctions, les fonctionnaires énumérés à l'article 88 prêtent entre les mains du président de la Cour administrative le serment suivant:

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.»

Chapitre 8³. – Dispositions diverses

Art. 93. Les nouvelles fonctions créées par la présente loi sont classées comme suit:

le président de la Cour administrative	grade M7
le vice-président de la Cour administrative	grade M6
le président du tribunal administratif	grade M6
le premier conseiller de la Cour administrative	grade M5
le premier vice-président du tribunal administratif	grade M5
le conseiller de la Cour administrative	grade M4
le vice-président du tribunal administratif	grade M4
le premier juge du tribunal administratif	grade M3
le juge du tribunal administratif	grade M2

Art. 94. La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat est modifiée et complétée comme suit:

...

Art. 95. L'article 1er (2) alinéa 1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat est modifié comme suit:

...

Chapitre 9⁴. – Des dispositions transitoires, modificatives, budgétaires et abrogatoires et de l'entrée en vigueur

Art. 96. (1) Les recours introduits devant le Comité du contentieux régi par la loi applicable au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et ceux qui ont donné lieu à un arrêt d'avant dire droit sont transmis sans autre forme de procédure soit à la Cour administrative, soit au tribunal administratif, d'après les règles de compétence établies par la présente loi.

(2) Aucun appel ne peut être relevé contre une décision du Comité du contentieux régi par la loi applicable au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

3 Chapitre renuméroté par la loi du 1^{er} août 2007

4 Chapitre renuméroté par la loi du 1^{er} août 2007

Art. 97. (1) Les affaires pendantes devant l'actuel Comité du Contentieux en matière fiscale sont de plein droit transmises au tribunal administratif.

(2) Les réclamations et les demandes en remise ou en modération actuellement pendantes devant le directeur de l'Administration des contributions directes peuvent être considérées après un écoulement de six mois après la mise en vigueur de la présente loi comme rejetées et recours peut être interjeté devant le tribunal administratif contre la décision frappée de réclamation ou, lorsqu'il s'agit d'une demande de remise ou en modération, contre la décision implicite de refus. Dans ce cas, le délai prévu à l'article 8, alinéa (3) 4. de la présente loi ne court pas.

(3) La loi générale des impôts est modifiée comme suit:

...

Art. 98. (1) En attendant l'entrée en vigueur des loi et règlement grand-ducal visés aux articles 55 et 82, l'arrêté royal grand-ducal du 21 août 1866 portant règlement de procédure en matière de contentieux devant le Conseil d'Etat, tel qu'il a été modifié dans la suite, reste en vigueur, sans préjudice des dispositions dérogatoires de la présente loi. De même, restent en vigueur l'arrêté royal grand-ducal modifié du 4 juillet 1883 concernant le tarif des dépens en matière contentieuse devant le Conseil d'Etat et le règlement grand-ducal du 27 octobre 1995 portant fixation des indemnités et des frais de voyage et de séjour des membres suppléants du comité du contentieux.

(2) Abrogé (L. 21 juin 1999)

Art. 99. Abrogé (L. 21 juin 1999)

Art. 100. (1) Dans tous les textes de loi et de règlement, la référence au Comité du contentieux ou au Comité du contentieux du Conseil d'Etat ou encore au Conseil d'Etat tout court, si la fonction juridictionnelle du Conseil d'Etat est visée, s'entend comme référence au tribunal administratif, tel qu'il est organisé par la présente loi. De même, dans ces textes, la référence au président du Conseil d'Etat ou du Comité du contentieux, si sa fonction juridictionnelle est visée, s'entend comme référence au président du tribunal administratif. Dans l'hypothèse visée à l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle, les termes «président du Comité du contentieux du Conseil d'Etat» sont remplacés par les termes «président de la Cour administrative».

(2) (L. 21 juin 1999) Le recours visé à l'article 107 de la loi communale du 13 décembre 1988 est porté devant la Cour administrative.

Art. 101. Le mandat des membres effectifs du Comité du contentieux en fonction prend fin lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 102. Aucun membre effectif du Comité du contentieux en fonctions avant l'entrée en vigueur de la présente loi ne peut être appelé à siéger aux juridictions de l'ordre administratif après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 103. Le paragraphe (9) de l'article 15 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant:

1. l'entrée et le séjour des étrangers;
2. le contrôle médical des étrangers;
3. l'emploi de la main d'œuvre étrangère est remplacé comme suit:

...

Art. 104. La loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile est modifiée comme suit:

...

Art. 105. Abrogé implicitement par l'article 62 de la loi du 21 juin 1999

Art. 106. Par dérogation aux dispositions de la loi budgétaire concernant les engagements nouveaux de personnel dans les différents services et administrations de l'Etat, l'engagement des membres de la Cour administrative, du tribunal administratif ainsi que de leur greffe se fait sans autre procédure.

Art. 107. Le fonctionnaire de la carrière inférieure de l'expéditionnaire, entré au service du Conseil d'Etat le 30 mai 1988

Art. 108. La loi du 25 février 1986 concernant l'exécution des arrêts du comité du contentieux du Conseil d'Etat est abrogée.

Art. 109. (1) Le deuxième alinéa du § (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat est remplacé comme suit:

...

Art. 110. A l'exception de l'article 107, la présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1997.

*

LOI DU 21 JUIN 1999
portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Mém. 1999, p. 1892
mod. L. 28 juillet 2000, Mém. 2000, p. 1418

TITRE Ier.

Instances devant le tribunal administratif

Chapitre I. – De l'introduction et de l'instruction des instances

Art. 1er. Tout recours, en matière contentieuse, introduit devant le tribunal administratif, dénommé ci-après «tribunal», est formé par requête signée d'un avocat inscrit à la liste I des tableaux dressés par les conseils des Ordres des avocats.

La requête, qui porte date, contient:

- les noms, prénoms et domicile du requérant,
- la désignation de la décision contre laquelle le recours est dirigé,
- l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués,
- l'objet de la demande, et
- le relevé des pièces dont le requérant entend se servir.

Art. 2. La requête introductive est déposée au greffe du tribunal, en original et quatre copies. Les pièces énoncées sont jointes en quatre copies. La décision critiquée doit figurer en copie parmi les pièces versées, si le demandeur en dispose; si tel n'est pas le cas, elle est à verser en cours de procédure par celui qui en est détenteur. En cas de recours contre le silence prévu par l'article 4 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, c'est la demande de décision accompagnée le cas échéant d'un récépissé, qui est à joindre.

Le tribunal peut exiger le dépôt des originaux des pièces. Ce dépôt s'opère moyennant dépôt au greffe du tribunal où les pièces peuvent être consultées sans déplacement.

Art. 3. Au regard des délais de procédure, seule la date du dépôt au greffe est prise en considération.

Art. 4. (1) Sous réserve du paragraphe 2, le requérant fait signifier la requête à la partie défenderesse et aux tiers intéressés, à personne ou à domicile, par exploit d'huissier, dont l'original ou la copie

certifiée conforme est déposé sans délai au greffe du tribunal. L'affaire n'est portée au rôle qu'après ce dépôt.

(2) Faute par le requérant d'avoir procédé à la signification de son recours à la partie défenderesse dans le mois du dépôt du recours, celui-ci est caduc.

(3) Le dépôt de la requête vaut signification à l'Etat. Il en est de même pour le dépôt des mémoires subséquents.

(4) En cas de défaut de signification aux tiers intéressés, le tribunal ordonne leur mise en intervention.

(5) Les règles établies pour les significations en matière de procédure civile sont applicables.

Art. 5. (1) Sans préjudice de la faculté, pour l'Etat, de se faire représenter par un délégué, le défendeur et le tiers intéressé sont tenus de constituer avocat et de fournir leur réponse dans le délai de trois mois à dater de la signification de la requête introductive.

(2) La constitution d'avocat se fait soit par acte séparé, soit dans les mémoires en demande ou en défense.

(3) La signature de l'avocat inscrit à la liste I des tableaux des avocats au bas de la requête ou des mémoires vaut constitution et élection de domicile chez lui.

(4) Dès le dépôt au greffe de la constitution d'avocat ou du mémoire en réponse, le greffier transmet sans délai à l'avocat constitué un exemplaire des pièces déposées par le demandeur, **sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis.**

(5) Le demandeur peut fournir une réplique dans le mois de la communication de la réponse; la partie défenderesse et le tiers intéressé sont admis à leur tour à dupliquer dans le mois.

(6) Les délais prévus aux paragraphes 1 et 5 sont prévus à peine de forclusion. Ils ne sont pas susceptibles d'augmentation en raison de la distance. Ils sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 septembre.

(7) Pour des raisons exceptionnelles et dûment motivées, les parties peuvent demander au président du tribunal, au plus tard huit jours avant leur expiration respective, une prorogation unique des délais qui leur sont impartis. La demande est signifiée ou notifiée dans le même délai aux parties adverses. Le président rend une ordonnance non susceptible de recours après avoir entendu les parties ou les avoires dûment appelées.

(8) Dans les affaires urgentes, les délais peuvent être abrégés par ordonnance du président du tribunal. La demande en abréviation des délais est signifiée ou notifiée aux autres parties. Le président rend une ordonnance non susceptible de recours après avoir entendu les parties ou les avoires dûment appelées.

Art. 6. Si la partie défenderesse ou un tiers intéressé ne comparaît pas dans le délai prévu à l'article 5, le tribunal statue néanmoins à l'égard de toutes les parties.

Art. 7. Il ne pourra y avoir plus de deux mémoires de la part de chaque partie, y compris la requête introductive.

Néanmoins, en cas de jugement avant dire droit ou de mesure d'instruction, chaque partie peut encore prendre position par un mémoire supplémentaire.

Toutefois, dans l'intérêt de l'instruction de l'affaire, le président du tribunal ou le président de la chambre appelée à connaître de l'affaire peut ordonner d'office la production de mémoires supplémentaires.

Art. 8. (1) Le dépôt et la signification des mémoires en réponse, en réplique et en duplique produits par les parties autres que le délégué du Gouvernement se font d'après les règles fixées aux articles 2 et 4 pour la requête introductive.

(2) Les pièces dont la partie défenderesse ou les tiers intéressés entendent se prévaloir sont énoncées dans leurs mémoires en réponse et déposées au greffe ensemble avec lesdits mémoires. Elles sont communiquées aux autres parties par le greffe.

(3) Les mémoires présentés par le délégué du Gouvernement sont déposés au greffe dans les délais prévus à l'article 5 et communiqués aux parties par le greffier.

(4) Le délégué du Gouvernement dépose au greffe, dans les mêmes délais, copie des pièces dont il entend se servir plus particulièrement. Ces pièces sont communiquées aux parties par le greffe.

(5) L'autorité qui a posé l'acte visé par le recours dépose le dossier au greffe sans autre demande, dans le délai de trois mois à partir de la communication du recours. Les parties peuvent obtenir copie des pièces de ce dossier contre paiement des droits de copie fixés pour frais de justice. Le recouvrement de ces frais est opéré par le receveur de l'Administration de l'enregistrement.

(5bis) L'accès à des pièces, informations ou sources est réservé au tribunal saisi du recours lorsque

- a) les pièces ou le dossier déposé(es) comprennent des pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ou
- b) la divulgation d'informations ou de leurs sources compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou lorsque cela serait préjudiciable aux relations internationales. Néanmoins, afin de préserver les droits de la défense des parties autres que celle(s) qui les invoque(nt), la substance des informations, pour autant qu'elles soient pertinentes aux fins de l'examen du recours, est communiquée à ces parties d'une manière qui tient compte de la confidentialité nécessaire.

(5ter) A défaut pour la partie invoquant une pièce classifiée de rapporter, sur demande du tribunal, la preuve du caractère classifié de la pièce, celle-ci peut être écartée par le tribunal.

(6) Toute pièce versée après que le juge-rapporteur a commencé son rapport en audience publique est écartée des débats, sauf si le dépôt en est ordonné par le tribunal.

Art. 9. Par dérogation à l'article 1er, en cas d'introduction d'un recours par l'Etat, la requête introductive peut être signée par un délégué du Gouvernement.

Par dérogation à l'article 4 et sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis, en cas d'introduction d'un recours par l'Etat, le greffier communique, selon les formalités prévues à l'article 34, à la partie défenderesse et au tiers intéressé, copie des mémoires et pièces fournis. La partie défenderesse et le tiers intéressé sont tenus de répondre dans le délai prévu à l'article 5.

Art. 10. Les communications entre avocats constitués et entre le délégué du Gouvernement et les avocats constitués peuvent être faites moyennant signification par ministère d'huissier ou notification par voie postale ou par voie directe ou par voie de greffe en ce qui concerne les communications avec le délégué du Gouvernement.

La signification est constatée par l'apposition du cachet et de la signature de l'huissier de justice sur l'acte et sa copie avec l'indication de la date et du nom du délégué du Gouvernement ou de l'avocat destinataire.

La notification directe s'opère par la remise de l'acte en double exemplaire au délégué du Gouvernement ou à l'avocat destinataire, lequel restitue aussitôt l'un des exemplaires après l'avoir daté et visé.

Art. 11. (1) Le recours n'a pas d'effet suspensif s'il n'en est autrement ordonné par le président du tribunal ou par le juge qui le remplace.

(2) Le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

(3) La demande en sursis à exécution est à présenter par requête distincte à adresser au président du tribunal et doit remplir les conditions prévues aux articles 2 et 4.

(4) Le défendeur et le tiers intéressé sont convoqués par les soins du greffe.

(5) La procédure est orale. L'affaire est plaidée à l'audience à laquelle les parties ont été convoquées. Le président s'assure que le défendeur et le tiers intéressé ont été touchés par la convocation. Sur demande justifiée des parties, il peut accorder des remises.

(6) L'ordonnance est exécutoire dès sa notification. Elle n'est susceptible d'aucune voie de recours. Elle cesse ses effets lorsque le tribunal a tranché le principal ou une partie du principal.

(7) Le juge qui a connu de la demande d'effet suspensif du recours ne peut plus siéger au fond.

Art. 12. Lorsque le tribunal est saisi d'une requête en annulation ou en réformation, le président ou le magistrat qui le remplace peut au provisoire ordonner toutes les mesures nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des parties ou des personnes qui ont intérêt à la solution de l'affaire, à l'exclusion des mesures ayant pour objet des droits civils.

La demande est instruite et jugée selon la procédure prévue à l'article 11, paragraphes 3 à 7.

Art. 13. (1) Sauf dans les cas où les lois ou les règlements fixent un délai plus long ou plus court et sans préjudice des dispositions de la loi du 22 décembre 1986 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice, le recours au tribunal n'est plus recevable après trois mois du jour où la décision a été notifiée au requérant ou du jour où le requérant a pu en prendre connaissance.

(2) Toutefois si la partie intéressée a adressé un recours gracieux à l'autorité compétente avant l'expiration du délai de recours fixé par la disposition qui précède ou d'autres dispositions législatives ou réglementaires, le délai du recours contentieux est suspendu et un nouveau délai commence à courir à partir de la notification de la nouvelle décision qui intervient à la suite de ce recours gracieux.

(3) Si un délai de plus de trois mois s'est écoulé depuis la présentation du recours gracieux sans qu'une nouvelle décision ne soit intervenue, le délai du recours contentieux commence à courir à partir de l'expiration du troisième mois. La date du dépôt du recours gracieux est constatée par la notification qui en a été faite ou par un récépissé délivré au requérant par l'autorité administrative compétente ou son préposé. Ce récépissé doit être produit à l'appui du recours contentieux du tribunal.

(4) Si l'administration n'a pas délivré de récépissé, le tribunal apprécie, d'après les éléments du dossier, si le requérant rapporte une preuve certaine qu'un recours gracieux a été introduit par lui à une date déterminée.

(5) Néanmoins le tiers intéressé peut former incidemment recours alors même qu'il aurait acquiescé à la décision attaquée avant le recours principal.

Art. 14. Lorsque, d'après l'examen d'une affaire, il y a lieu d'ordonner des mises en intervention, des enquêtes, des mesures d'instruction exécutées par un technicien, des vérifications d'écritures ou des vérifications personnelles du juge, le tribunal règle la forme et les délais dans lesquels il y est procédé et commet un de ses membres pour procéder à ces actes d'instruction, les recevoir ou les surveiller.

Le principe du contradictoire doit en tout état de cause être respecté.

Chapitre II. – Des recours contre les actes administratifs à caractère réglementaire

Art. 15. Le recours dirigés contre les actes administratifs à caractère réglementaire sont introduits et instruits conformément aux dispositions des articles 1er à 14, sous réserve des dispositions qui suivent.

Art. 16. Le délai d'introduction est de trois mois à partir de la publication de l'acte attaqué ou, à défaut de publication, de la notification ou du jour où le requérant en a eu connaissance.

Art. 17. Si la décision attaquée est publiée au Mémorial, le demandeur est dispensé de la verser parmi les pièces.

En cas de recours introduit par une association sur base de l'article 7, paragraphe (2) de la loi du 7 novembre 1996, celle-ci doit déposer toutes pièces documentant ses qualités de personnalité morale et d'association agréée au voeu de l'article 7, paragraphe (2), alinéa 2 de la même loi.

Art. 18. Le président du tribunal ou le magistrat qui le remplace peut ordonner l'effet suspensif du recours dans les conditions et selon la procédure de l'article 11.

Chapitre III. – Des incidents en cours d'instruction des affaires

De l'inscription en faux

Art. 19. Dans le cas de demande en inscription de faux contre une pièce produite, le tribunal fixe le délai dans lequel la partie qui l'a produite est tenue de déclarer si elle entend s'en servir.

Si la partie ne satisfait pas à cette ordonnance, ou si elle déclare qu'elle n'entend pas se servir de la pièce, ladite pièce est rejetée.

Si la partie déclare qu'elle entend se servir de la pièce, le tribunal statue sur le rapport du juge commis, soit en ordonnant qu'il sera sursis à la décision de l'instance principale jusqu'après le jugement sur le faux par le tribunal compétent soit en prononçant la décision définitive, si elle ne dépend pas de la pièce arguée de faux.

De l'intervention

Art. 20. L'intervention est formée par une requête, conforme aux dispositions des articles 1er et 2, qui est notifiée aux parties, pour y répondre dans le délai fixé par le président du tribunal ou le président de la chambre appelée à connaître de l'affaire principale; néanmoins, la décision de l'affaire principale qui serait instruite ne peut être retardée par une intervention.

Lorsque l'intervention est faite après que tous les mémoires prévus par l'article 5 ont été échangés, les parties défenderesses sur intervention peuvent communiquer dans le mois, à peine de forclusion, un mémoire supplémentaire.

L'intervention n'est plus recevable après que le juge-rapporteur a commencé son rapport en audience publique.

Des reprises d'instance et constitution de nouvel avocat

Art. 21. (1) Dans les affaires qui ne sont point en état d'être jugées, la procédure est suspendue par la communication du décès de l'une des parties ou par le seul fait du décès, de la démission, de l'interdiction ou de la destitution de son avocat.

(2) Une affaire est en état d'être jugée lorsque les délais pour échanger les mémoires sont expirés.

(3) La suspension dure jusqu'à la mise en demeure pour reprendre l'instance ou constituer avocat.

(4) La reprise d'instance et la constitution de nouvel avocat se fait en conformité avec les articles 5, paragraphe 2 et 10.

Art. 22. L'acte de révocation d'un avocat par la partie est sans effet pour la partie adverse, s'il ne contient pas la constitution d'un autre avocat.

Du désaveu

Art. 23. Si une partie veut former un désaveu relativement à des actes ou procédures faits en son nom par l'avocat ailleurs qu'au tribunal, et qui peuvent influencer sur la décision de la cause qui y est portée, sa demande doit être communiquée aux autres parties. Si le tribunal estime que le désaveu mérite d'être instruit, il renvoie l'instruction et le jugement devant les juges compétentes pour y être statué dans le délai qui sera réglé.

A l'expiration de ce délai, il est passé outre au rapport de l'affaire principale sur le vu du jugement du désaveur, ou faute de le rapporter.

De la récusation

Art. 24. Sont applicables les dispositions relatives à la récusation applicables en matière de procédure civile.

Du désistement

Art. 25. Le désistement peut être fait par acte signé par le demandeur ou par son mandataire et communiqué à la partie adverse et au tiers intéressé dans les formes de l'article 10.

Il emporte de plein droit déchéance du recours et obligation de payer les frais de l'instance.

Chapitre IV. – De la tenue des audiences et des décisions du tribunal

Art. 26. Ceux qui assistent aux audiences, se tiennent découverts, dans le respect et le silence: tout ce que le président ordonne pour le maintien de l'ordre, est exécuté ponctuellement et à l'instant.

Art. 27. Si un ou plusieurs individus interrompent le silence, donnent des signes d'approbation ou d'improbation, soit à la défense des parties, soit aux discours des juges, soit aux interpellations, avertissements ou ordre du président, soit aux jugements ou ordonnances, causent ou excitent du tumulte de quelque manière que ce soit, et si, après l'avertissement du président, ils ne rentrent pas dans l'ordre sur-le-champ, il leur est enjoint de se retirer, et les résistants seront saisis et déposés à l'instant dans la maison d'arrêt pour vingt-quatre heures: ils y seront reçus sur l'exhibition de l'ordre du président, qui sera mentionné au procès-verbal de l'audience; le tout sans préjudice des poursuites pénales devant la juridiction compétente.

Art. 28. (1) Le tribunal prend ses décisions sur le rapport d'un de ses membres.

(2) Le rapport est fait en audience publique du tribunal par un de ses membres; après ce rapport, les mandataires des parties ainsi que les délégués du Gouvernement ou les mandataires par lesquels l'Etat est représenté à l'audience, sont entendus dans leurs observations orales.

(2bis) Le tribunal peut à tout moment se retirer en chambre du conseil si le débat public devait entraîner des inconvénients graves.

(3) La délibération du tribunal n'est pas publique.

(4) Le jugement contient les noms des juges, du délégué du Gouvernement ainsi que des mandataires, les noms, prénoms et demeures des parties, leurs prétentions, l'exposé sommaire des points de fait et de droit, les motifs et le dispositif.

Art. 29. L'inobservation des règles de procédure n'entraîne l'irrecevabilité de la demande que si elle a pour effet de porter effectivement atteinte aux droits de la défense.

Art. 30. Le tribunal ne peut pas statuer sur un moyen soulevé d'office sans avoir préalablement invité les parties à présenter leurs observations.

Art. 31. Le tribunal, suivant la gravité des circonstances, peut, dans les causes dont il sera saisi, prononcer, même d'office, des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux et ordonner l'impression et l'affiche de ses jugements.

Art. 32. Toute partie qui succombera sera condamnée au dépens, sauf au tribunal à laisser la totalité, ou une fraction des dépens à la charge d'une autre partie par décision spéciale et motivée.

Art. 33. Lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine.

Art. 34. (1) Le greffier notifie aux parties une copie certifiée conforme du jugement.

(2) La notification s'opère par pli fermé et recommandé à la poste, accompagné d'un avis de réception. Le pli est délivré aux mandataires auprès desquels les parties ont élu domicile.

(3) En cas d'absence d'élection de domicile, la remise est faite en mains propres du destinataire. S'il s'agit d'une personne morale, la remise en mains propres du destinataire est réputée faite lorsque le pli est délivré à son représentant légal, à un fondé de pouvoir de ce dernier ou à toute autre personne habilitée à cet effet.

(4) Si le destinataire accepte la lettre recommandée, l'agent des postes en fait mention sur l'avis de réception qu'il envoie au greffe. Dans ce cas, la notification est réputée faite le jour de la remise de la lettre recommandée au destinataire.

(5) Si l'agent des postes ne trouve pas le destinataire à l'adresse indiquée et qu'il résulte des constatations qu'il a faites que le destinataire demeure bien à cette adresse, le pli peut être remis à toute autre personne qui s'y trouve, à condition que celle-ci l'accepte, déclare ses nom, prénoms, qualité et adresse et donne récépissé. L'agent des postes en fait mention sur l'avis de réception qu'il envoie au greffe. Le pli ne peut être remis à un enfant qui n'a pas atteint l'âge de quinze ans accomplis. La notification est réputée faite le jour de la remise de la lettre recommandée à la personne qui l'accepte.

(6) Dans les cas où la notification n'a pu être faite comme il est dit ci-avant, l'agent des postes remet la lettre recommandée avec l'avis de réception au bureau des postes distributeur compétent. Il laisse à l'adresse indiquée ou dans la boîte postale du destinataire un avis l'avertissant que la lettre recommandée n'a pas pu lui être remise en indiquant l'adresse du tribunal ainsi que le bureau des postes où la lettre recommandée doit être retirée dans un délai de sept jours. Si la lettre est retirée dans ce délai, un agent du bureau des postes mentionne la remise sur l'avis de réception qu'il envoie au greffe. Si la lettre recommandée n'est pas retirée par le destinataire dans ce délai, l'agent le mentionne sur l'avis de réception et renvoie la lettre recommandée accompagnée de l'avis de réception au greffe. Dans tous les cas, la notification est réputée faite le jour du dépôt de l'avis par l'agent des postes.

(7) Lorsqu'une partie réside à l'étranger ou n'a ni domicile, ni résidence connus, il est procédé par voie de signification par exploit d'huissier. Les règles établies pour les significations en matière de procédure civile sont applicables.

(8) Si l'Etat est partie au litige le jugement est notifié aux membres du gouvernement en cause.

(9) Les jugements du tribunal ne sont mis à exécution qu'après avoir été préalablement notifiés aux parties.

Art. 35. Par dérogation à l'article 45, si l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif, le tribunal peut, dans un jugement tranchant le principal ou une partie du principal, ordonner l'effet suspensif du recours pendant le délai et l'instance d'appel.

La décision ordonnant l'effet suspensif n'est pas susceptible d'appel.

Chapitre V. – Des voies de recours contre les décisions du tribunal

De la tierce-opposition

Art. 36. Ceux qui veulent s'opposer à des décisions du tribunal et lors desquelles ni eux ni ceux qu'ils représentent n'ont été appelés, ne peuvent former leur opposition que par requête en la forme

ordinaire; et sur le dépôt qui en sera fait au greffe du tribunal, il sera procédé conformément aux dispositions du chapitre I.

De l'appel

Art. 37. L'appel contre les décisions du tribunal est instruit devant la Cour administrative suivant les règles énoncées aux articles 38 à 51.

TITRE II.

Instances devant la Cour administrative

Chapitre Ier. – De l'appel et de l'instruction sur appel

Art. 38. Sans préjudice des dispositions de la loi du 22 décembre 1986 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice, le délai pour interjeter appel contre les jugements du tribunal administratif ou d'une autre juridiction administrative est, sous peine de forclusion, de quarante jours. Le délai n'est pas susceptible d'augmentation en raison de la distance.

Ce délai court pour toutes les parties du jour où le jugement leur aura été notifié par le greffe de la juridiction de première instance, d'après la procédure prévue par l'article 34.

L'intimé peut interjeter appel incident.

Art. 39. (1) L'appel est interjeté par une requête déposée au greffe de la Cour administrative, dénommée ci-après «Cour», en original et quatre copies et signifiée aux parties ayant figuré en première instance ou y ayant été dûment appelées.

(2) Faute par le requérant de signifier son recours dans le mois du dépôt du recours, celui-ci est caduc.

(3) Le dépôt de la requête d'appel vaut signification à l'Etat. Il en est de même pour le dépôt des mémoires subséquents.

(4) La requête d'appel doit être signée par un avocat, inscrit à la liste I des tableaux dressés par les conseils des ordres des avocats, ou par le délégué du Gouvernement ayant reçu mandat exprès à cet effet de l'Etat.

(5) Les règles établies pour les significations en matière de procédure civile sont applicables.

Art. 40. La signature de l'avocat ou du délégué du Gouvernement au bas de la requête ou des mémoires vaut constitution et élection de domicile chez lui.

Si l'Etat relève appel par voie du délégué du Gouvernement, le mandat du membre du gouvernement dont émane la décision en cause doit figurer en annexe de la requête d'appel, à peine d'irrecevabilité.

Art. 41. (1) La requête qui porte date, contient:

- les noms, prénoms et domicile de l'appelant,
- l'indication du jugement contre lequel appel est interjeté,
- l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués,
- les prétentions de l'appelant, et
- le relevé des pièces dont il entend se servir.

(2) Les demandes nouvelles en instance d'appel sont prohibées. En revanche, les moyens nouveaux sont admis.

(3) Le dossier de la première instance, contenant copies des pièces versées en première instance ainsi que du jugement du tribunal, est versé à la Cour par le tribunal.

(4) Pour les pièces nouvelles, il est procédé conformément à l'article 2.

(5) Toute pièce versée après que le magistrat-rapporteur a commencé son rapport en audience publique est écartée des débats, sauf si le dépôt en est ordonné par la Cour.

Art. 42. Au regard des délais de procédure, seule la date du dépôt au greffe est prise en considération.

Art. 43. Aucune intervention volontaire n'est reçue en cas d'appel si ce n'est de la part de ceux qui ont droit de former tierce-opposition.

Art. 44. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être immédiatement frappés d'appel.

Il en est de même lorsque le jugement, qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, met fin à l'instance.

Les autres jugements ne peuvent être frappés d'appel, indépendamment des jugements sur le fond, que dans les cas spécifiés par le législateur.

Art. 45. Sans préjudice de la disposition de l'article 35, pendant le délai et l'instance d'appel, il est sursis à l'exécution des jugements ayant annulé ou réformé des décisions attaquées.

Art. 46. (1) La partie intimée et le tiers intéressé sont tenus de fournir leur réponse dans le délai d'un mois à dater de la signification de la requête d'appel.

(2) L'appelant peut fournir une réplique dans le mois de la notification de chaque réponse; la partie intimée et le tiers intéressé sont admis à leur tour à dupliquer dans le mois.

(3) Les délais qui sont prévus aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont fixés à peine de forclusion. Ils ne sont pas susceptibles d'augmentation en raison de la distance. Ils sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 septembre.

(4) Pour des raisons exceptionnelles et dûment motivées, les parties peuvent demander au président de la Cour, au plus tard huit jours avant leur expiration respective, une prorogation unique des délais qui leur sont impartis. La demande est communiquée dans le même délai aux parties adverses. Le président rend une ordonnance non susceptible de recours après avoir entendu les parties ou les avoir dûment appelées.

(5) Dans les affaires urgentes, les délais peuvent être abrégés par ordonnance du président de la Cour. La demande en abréviation des délais est communiquée aux autres parties. Le président rend une ordonnance non susceptible de recours après avoir entendu les parties ou les avoir dûment appelés.

Art. 47. Si la partie intimée ne comparait pas, la Cour statue néanmoins à son égard.

Art. 48. Sauf en cas d'arrêt avant dire droit ou de mesure d'instruction, il ne pourra y avoir plus de deux mémoires de la part de chaque partie, y comprise la requête d'appel. Toutefois, dans l'intérêt de l'instruction de l'affaire, le président de la Cour ou le magistrat présidant la juridiction d'appel peut ordonner d'office la production de mémoires supplémentaires.

Art. 49. Le dépôt et la communication des mémoires en réponse, en réplique et en duplique produits par les parties autres que celles représentées par le délégué du Gouvernement se font d'après les règles fixées à l'article 39 pour la requête d'appel.

Pour les mémoires présentés par le délégué du Gouvernement, les dispositions prévues à l'article 8, paragraphes 3 à 7 et à l'article 10 sont applicables.

Art. 50. Par dérogation à l'article 39 et sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis, en cas d'appel interjeté de la part de l'Etat, le greffier communique, selon les formalités prévues à l'article 34, aux parties en cause en première instance copies de la requête d'appel, des

mémoires et pièces fournis. La partie intimée et le tiers intéressé sont tenus de répondre dans le délai prévu à l'article 46.

Art. 51. Lorsque, d'après l'examen d'une affaire, il y a lieu d'ordonner des mises en intervention, des enquêtes, des mesures d'instruction exécutées par un technicien, des vérifications d'écritures ou des vérifications personnelles du conseiller, la Cour règle la forme et les délais dans lesquels il y est procédé et commet un de ses membres pour procéder à ces actes d'instruction, les recevoir ou les surveiller.

Le principe du contradictoire doit en tout état de cause être respecté.

Art. 51-1. Sont applicables à la Cour les paragraphes 5bis et 5ter de l'article 8.

Chapitre II. – Des incidents en cours d'instruction des affaires

Art. 52. Les articles 19 à 25 sont applicables aux instances devant la Cour.

Chapitre III. – Des décisions de la Cour

Art. 53. (1) La Cour prend ses décisions sur le rapport d'un de ses membres.

(2) Le rapport est fait en audience publique de la Cour par un de ses membres; après ce rapport, les mandataires ainsi que les délégués ou les mandataires par lesquels l'Etat est représenté à l'audience, sont entendus dans leurs observations orales.

(2bis) La Cour peut à tout moment se retirer en chambre du conseil si le débat public devait entraîner des inconvénients graves.

(3) La délibération de la Cour n'est pas publique.

(4) L'arrêté contient les noms des conseillers, du délégué du gouvernement ainsi que des mandataires, les noms, prénoms et demeures des parties, leurs prétentions, l'exposé sommaire des points de fait et de droit, les motifs et le dispositif.

Art. 54. (L. 28 juillet 2000) Sont applicables à la Cour les articles 26, 27 et 29 à 34.

Chapitre IV. – Des voies de recours contre les décisions de la Cour

Art. 55. Les arrêts de la Cour ne sont susceptibles d'aucune voie de recours, si ce n'est de la tierce-opposition qui s'exerce conformément à l'article 36.

TITRE III.

Dispositions spécifiques en matière fiscale

Art. 56. En matière fiscale, les dispositions prévues aux titres I et II sont applicables, sauf les exceptions qui sont prévues aux dispositions des articles suivants.

Art. 57. La requête introductive d'instance signée par le requérant ou son mandataire contient outre les indications prévues à l'article 1er une élection de domicile au Grand-Duché lorsque le requérant ou son mandataire demeurent à l'étranger.

Art. 58. Les demandes nouvelles n'ayant pas figuré dans la réclamation sont prohibées. En revanche, les moyens nouveaux sont admis.

Art. 59. La preuve des faits déclenchant l'obligation fiscale appartient à l'administration, la preuve des faits libérant de l'obligation fiscale ou réduisant la cote d'impôt appartient au contribuable.

La charge de la régularité de la procédure fiscale appartient à l'administration.

La preuve peut être rapportée par tous les moyens, hormis le serment.

Art. 60. Le demandeur peut prendre connaissance de tous les documents et pièces versés par l'administration au dossier du litige, y compris ceux contenant des indications relatives aux bénéficiaires ou revenus de tiers, de telle manière qu'il puisse s'assurer que les points de comparaison retenus par l'administration visent bien des entreprises dont l'activité est comparable à la sienne.

Toutefois, les communications concernant les entreprises ou personnes nommément désignées ne portent que sur les moyennes de chiffres d'affaires ou de revenus, de façon à respecter le secret professionnel. Ces comparaisons ne sauraient à elles seules justifier les demandes de l'administration.

TITRE IV.

Dispositions modificatives, abrogatoires et additionnelles

Art. 61. La loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif est modifiée comme suit:

...

Art. 62. L'article 10 de la loi modifiée du 13 mars 1993 relative à l'exécution en droit luxembourgeois de la directive n° 89/665 du Conseil du 21 décembre 1989 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des procédures de recours en matière de marchés publics est remplacé par la disposition suivante:

...

Art. 63. A l'article 1er, alinéa 2 de la loi du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires au service d'institutions internationales, les mots «les magistrats de l'ordre judiciaire» sont remplacés par ceux de «les magistrats de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif».

Art. 64. La loi générale des impôts est modifiée comme suit:

...

Art. 65. L'article 7 de la loi du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs est modifié comme suit:

...

Art. 66. Au deuxième tiret du deuxième alinéa du paragraphe (1er) de l'article 2 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, les termes «avocat inscrit à la liste II des tableaux dressés annuellement par les conseils des ordres des avocats,» sont intercalés entre les termes «assister par un» et «expert-comptable».

Art. 67. L'arrêté royal grand-ducal du 21 août 1866 portant règlement de procédure en matière de contentieux devant le Conseil d'Etat, tel qu'il a été modifié dans la suite, est abrogé.

Art. 68. La référence à la présente loi pourra se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes de «loi portant règlement de procédure devant les juridictions administratives», pour autant que les articles 1er à 60, 69 et 70 sont concernés.

TITRE V.

Entrée en vigueur et dispositions transitoires

Art. 69. La présente loi entre en vigueur le 16 septembre 1999.

Les affaires introduites avant cette date continueront à être instruites selon les anciennes règles de procédure.

Art. 70. Toutes les affaires introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui n'ont pas fait l'objet d'un jugement du tribunal administratif avant la fin de l'année judiciaire 1998/1999, seront

appelées pendant la deuxième moitié du mois de septembre et la première moitié du mois d'octobre 1999 par le tribunal en vue d'examiner leur degré d'instruction.

Les affaires dans lesquelles la partie défenderesse aura communiqué son mémoire de réponse, seront fixées pour plaidoiries, sauf désistement de la part du requérant.

Dans les affaires dans lesquelles seule la requête introductive aura été communiquée, le tribunal enjoindra par ordonnance non susceptible d'appel, au demandeur de déclarer au greffe, dans un délai d'un mois, à peine de forclusion, s'il entend poursuivre le recours. Dans ce cas, l'affaire sera instruite conformément aux dispositions de la présente loi. Sinon, le demandeur est censé s'être désisté de son recours.

Art. 71. Les recours introduits devant la Cour administrative à l'encontre des actes administratifs à caractère réglementaire pour lesquels le rapport prévu à l'article 53, paragraphes (1er) et (2) n'a pas été présenté et ceux qui ont donné lieu à un jugement d'avant dire droit sont transmis au tribunal administratif sans autre forme de procédure.

*

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.
Ministère initiateur :	Ministère de la Justice
Auteur(s) :	Marie-Anne Ketter, Premier Conseiller de Gouvernement Danièle Nosbusch, Conseiller
Téléphone :	247-84524/247-84539
Courriel :	marie-anne.ketter@mj.etat.lu; danièle.nosbusch@mj.etat.lu
Objectif(s) du projet :	– Recrutement de deux juges au tribunal administratif – Modification des dispositions relatives (1) à la communication des pièces pour certains types de pièces et informations et (2) au caractère public des audiences
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :	
Date :	26.1.2018

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui Non

Si oui, laquelle/lesquelles :

Remarques/Observations :

2. Destinataires du projet :

– Entreprises/Professions libérales : Oui Non

– Citoyens : Oui Non

– Administrations : Oui Non

3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)
Remarques/Observations :
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non
Remarques/Observations :
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non
Remarques/Observations :
6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non
Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données interadministratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
– une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
– des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
– le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.
Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.
Sinon, pourquoi ?

1 N.a. : non applicable.

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
- b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.
- Si oui, lequel ?
- Remarques/Observations :

Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- Si oui, expliquez de quelle manière :
- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- Si oui, expliquez pourquoi :
- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

⁵ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

FICHE FINANCIERE**Estimation de l'impact financier induit par les modifications de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif**

Il est proposé de créer 2 nouveaux postes de juge auprès du tribunal administratif.

Traitement annuel brut de ces magistrats :

Un juge atteint le grade M2.

Le traitement maximum d'un M2 = 515 p.i. (le point indiciaire est actuellement à 18,9228970 euros).

2 x M2 : $2 \times 515 \text{ p.i.} \times 18,9228970 \times 13 \text{ mois} = \mathbf{253.378 \text{ euros/an}}$

S'y ajoutent :

- 5,6% de charges sociales payées par l'Etat, soit **14.190 euros/an** ;
- l'allocation de repas de 167,44 euros brut à verser pour 10 mois pour 2 magistrats, soit $167,44 \times 10 \times 2 = \mathbf{3.349 \text{ euros/an}}$.

L'impact financier total induit par les modifications projetées de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif est donc évalué à $253.378 \text{ euros/an} + 14.190 \text{ euros/an} + 3.349 \text{ euros/an} = \mathbf{270.917 \text{ euros/an}}$.

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7252/01

N° 7252¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI**portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996
portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,
2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de
procédure devant les juridictions administratives**

* * *

AVIS DE LA COUR ADMINISTRATIVE**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA COUR ADMINISTRATIVE
AU MINISTRE DE LA JUSTICE**

(1.3.2018)

Monsieur le Ministre,

Suite à votre demande du 22 février 2018, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-après mon avis relatif au projet de loi sous rubrique. Ce projet de loi comporte deux objets distincts à savoir, d'une part, l'adjonction de deux nouveaux juges au tribunal administratif à partir du 16 septembre 2018 et, d'autre part, la modification ponctuelle de la loi de procédure devant les juridictions administratives en relation avec le dépôt de pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Quant au premier point concernant l'adjonction de deux nouveaux juges au tribunal, je rejoins entièrement la prise de position du président du tribunal administratif ainsi que sa suggestion d'ancrer enfin dans la loi la quatrième chambre du tribunal.

Rien à redire à ce niveau.

Je voudrais juste souligner la nécessité de prévoir deux postes à la date-clé du 16 septembre 2018, si l'on veut se donner la chance d'assurer une possibilité aux deux attachées de justice actuellement affectées au tribunal administratif de pouvoir donner un objectif concret et un sens à leur période d'apprentissage au niveau dudit tribunal.

Les praticiens se sont rendus compte que la loi de 2012 sur les attachés de justice comporte des difficultés certaines au niveau de l'affectation des attachés dans l'optique de leur nomination ultérieure en tant que juge. Ces difficultés ont trait à la date de cristallisation du rang des futurs juges. Si le rang était conditionné par le classement qui existe d'ores et déjà au moment où les attachés reçoivent leur délégation pour remplacer un juge du tribunal, voire peu après, mais en tout cas avant leur nomination en tant que juge, c'est-à-dire leur rang d'entrée en magistrature en tant qu'attaché confirmé, toute cette problématique ne se poserait pas.

Vu qu'actuellement le rang est déterminé par la première nomination en tant que juge ou de substitut du Procureur d'État, il n'est pas assuré que des attachés ayant fait toute leur formation plus particulièrement au niveau du tribunal administratif puissent effectivement y être nommés en tant que juges en bonne logique de continuité.

Nous savons d'ores et déjà que même si le projet de loi sous revue allait devenir loi avant le 16 septembre 2018, il n'est pas assuré que les deux attachées en question vont effectivement pouvoir avoir une chance concrète d'occuper les deux postes nouvellement créés. Pourtant, objectivement, elles seraient, au niveau des 18 attachés en lice, les mieux préparées pour ce faire.

Il y a plusieurs inconnues, à commencer par celle de savoir combien de postes vont être ouverts au 16 septembre 2018. Cette inconnue est directement conditionnée par l'autre inconnue relative à l'entrée

en vigueur de la loi mettant en place le JAF (juge aux affaires familiales), comprenant 9 nouveaux postes de juges. Puis, une autre inconnue – temporaire certes – consiste dans le fait de savoir quel est le classement des deux attachées actuellement affectées au tribunal administratif et quels sont le cas échéant les attachés mieux placés qui pourront briguer les postes sous revue.

Ce casse-tête est aux antipodes du principe qui veut que l'objectif en matière de nomination des attachés de justice aux postes de juges doit être, essentiellement, celui, de nommer à un tel poste celui qui se trouve le mieux préparé pour le revêtir.

Quant au deuxième volet, le soussigné voudrait tout d'abord souligner qu'en raison des conséquences de l'arrêt PROCOLA, fondateur des juridictions administratives luxembourgeoises, reprises de matière stricte au niveau de la loi du 7 novembre 1996, seules les constatations d'ordre général et relatives à la systémique peuvent être utilement avancées à ce stade.

Tout d'abord, tout comme l'on assiste depuis longue date à une inflation des règles, susceptible de tuer la règle dans son essence, l'on assiste également ces dernières années et plus particulièrement après les événements de Paris, mieux retenus sous le sigle du Bataclan, à une inflation en termes d'activités des services de renseignements et de production corrélatrice de pièces dites classifiées. La question doit être permise si la classification est toujours justifiée là où elle est retenue par un service. Ici, sous la pression de l'opinion publique et de la lutte contre le terrorisme ainsi désigné, l'inflation des classifications ne se trouve-t-elle pas pour partie autocuisinée ?

En tout cas, en matière de procédure juridictionnelle, le grand principe est celui du contradictoire.

Ce principe est sacrosaint.

Dès lors, les exceptions y relatives doivent être mesurées avec beaucoup de parcimonie.

Or, en matière de pièces classifiées, il existe d'ores et déjà tout un dispositif tant au niveau international qu'au niveau national, notamment la loi précitée du 15 juin 2004.

Par ailleurs, il existe de manière générale au niveau de la PANC, l'article 13 qui traite de manière très précise de l'obligation pour l'administration, à un niveau précontentieux, d'informer tout intéressé lorsqu'une pièce qui n'a pas pu lui être communiquée, contrairement aux principes d'accès au dossier retenus aux articles 11 et 12, a néanmoins été utilisée pour sous-tendre une décision. Vu que la procédure administrative non contentieuse est le reflet de la procédure administrative contentieuse en beaucoup d'aspects, le reflet réciproque doit également être vérifié en termes de cohérence, dans sa substance du moins.

Non seulement les exceptions au principe du contradictoire doivent-elles être énoncées de manière très stricte, mais encore, en cas d'utilisation de pièces qui ne vont pas être finalement communiquées aux parties, voire à leurs mandataires, un module parallèle à celui de l'article 13 de la PANC devrait être assuré dans le sens que la juridiction va être tenue, lorsqu'elle s'appuie sur pareille pièce pour prendre son jugement ou son arrêt, d'indiquer du moins en sa substance le contenu de la pièce en question. Des modulations sont sans doute à prévoir en fonction des degrés de classification des pièces.

Dans toutes les affaires où pareilles pièces classifiées vont apparaître sans être dévoilées, par la force des choses, en l'absence de module parallèle à l'article 13 de la PANC à mettre en place, il y a un risque à ce que le point litigieux ne se dédouble et que l'essentiel du litige se concentre – vu les mystères existants et la difficulté pour l'Homme de manier le mystère – sur un nouveau point névralgique du litige qui va être ainsi créé autour précisément de pareilles pièces classifiées. La parcimonie doit dès lors être de mise ici encore.

Sans ne pouvoir ni ne vouloir entrer dans le détail en raison des conséquences de l'arrêt PROCOLA ci-avant énoncées, le soussigné sent venir que cette question des pièces classifiées risque, le cas échéant, de soulever encore beaucoup d'interrogations qui, le cas échéant toujours, seront de nature à freiner l'avancement du projet. Les exceptions prévues à travers le projet de loi par rapport au principe du contradictoire sont de plus à mettre au diapason avec celles actuellement en gestation à de nombreux niveaux, à commencer par les conséquences de l'affaire BERLIOZ en matière de demandes d'échange d'informations en matière fiscale, celles qui vont résulter de l'affaire pendante devant la Cour de justice de l'Union européenne sur renvoi par notre Cour administrative en matière de pièces confidentielles advenues à la CSSF dans le cadre de son rôle de régulation du secteur financier et enfin les multiples projets actuellement en gestation où des questions d'accès aux dossiers voire de protection des données se posent avec acuité. Il convient pour tous ces projets de dégager une espèce de droit commun et de limiter les exceptions autant que faire se peut.

Le soussigné ne peut se défaire de l'impression qu'actuellement la gestation de tous ces projets se trouve à une longue distance de cet objectif de création d'un droit commun.

Les matières de l'accès aux dossiers et de son complémentaire nécessaire de la protection des données ont trait respectivement à la procédure non contentieuse et à la procédure contentieuse. On les retrouve *mutatis mutandis* des deux côtés.

Or, pour la procédure administrative non contentieuse, nous disposons d'un droit commun excellent. C'est celui résultant du dispositif de la loi du 1^{er} décembre 1978 et du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la PANC. Le soussigné est fermement d'avis que ces textes, qui n'ont pas été changés depuis 40 ans, ont démontré à quel point ils étaient capables de réguler utilement la matière tout en conférant aux administrés les garanties voulues par leurs auteurs. C'est un exemple mémorable de textes concis et flexibles qui ont permis aux juges de rendre la justice dans l'intérêt des justiciables, tant les administrés que les administrations ! Toucher à ce monument sans nécessité impérieuse équivaudrait à un gâchis !

Il convient parallèlement de ne pas surcharger l'autre droit commun, celui de la procédure contentieuse résultant de la loi du 21 juin 1999 telle que modifiée, par des régimes d'exception multiples tels qu'actuellement proposés. Le président du tribunal administratif a, à son tour, déjà actionné fort à propos la sonnette d'alarme.

L'enjeu de toutes ces réformes doit être celui d'aligner autant que faire se peut des textes nouveaux en les gardant aussi concis que possible et en sauvegardant le droit commun autant que possible.

Tout ce qui est contraire à ces deux objectifs va dans la mauvaise direction.

La mauvaise direction est celle de l'inflation des règles.

Au plus haut niveau européen, la Commission européenne est consciente du problème. Elle prêche depuis quelques années la « *Better regulation* ». Le président du Conseil d'État et des membres de son Conseil, de même que des membres de la Cour administrative, dont le soussigné, ont pu prendre part au mois de mai 2017 à La Haye à l'Assemblée générale de l'ACA Europe, c'est-à-dire de l'Association des Conseils d'État et Cours administratives suprêmes d'Europe. Le premier Vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, s'était pris toute la matinée pour dialoguer avec les juges afin de dégager une solution de l'inflation et de l'imprécision des normes. Nous avons pu constater qu'il était éminemment conscient du problème mais que des recettes probantes faisaient tout aussi éminemment défaut.

Il est grand temps de renverser la vapeur et d'arrêter ce mythe consistant à toujours produire plus de règles sans cohérence ni respect du droit commun !!!

La boucle se referme : l'inflation des règles empêche normalement l'émergence sinon le maintien de pareil droit commun, puisqu'inévitablement, elle va creuser la substance même de la règle de droit et, partant, l'institution de l'Etat de droit qui, lui, est le pilier fondamental de nos sociétés occidentales.

Pour éviter le risque que le projet sous revue n'aboutisse pas d'ici le mois de septembre 2018, il faut raisonnablement se poser la question s'il ne valait pas mieux, en l'état, d'entrevoir une scission du projet et de lancer d'ores et déjà le premier volet relatif à l'adjonction de deux membres du tribunal et la création de la quatrième chambre du tribunal comme projet à part.

Des précédents existent à suffisance dans l'histoire récente de la magistrature.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Président de la Cour administrative,
Francis DELAPORTE

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7252/02

N° 7252²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI**portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives**

* * *

AVIS DE L'ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE LUXEMBOURG

(3.5.2018)

Le projet de loi n° 7252 porte comme son intitulé l'indique, modification des dispositions de deux lois distinctes.

De fait, les modifications apportées à chacun de ces textes de lois sont totalement distinctes et sans aucune influence les unes sur les autres.

Elles seront abordées successivement.

I. La modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Cette première disposition modificative ne semble pas requérir de commentaire particulier dans la mesure où il s'agit de permettre le recrutement de deux juges auprès du tribunal administratif.

II. La modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

La modification projetée a notamment pour finalité de créer des exceptions au principe de communication des pièces à toutes les parties à l'instance devant le juge administratif.

Les articles 1, 2, 4 et 8 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives (ci-après « la Loi ») prévoient que les pièces déposées par le requérant à l'appui de son recours, comme celles déposées par la partie défenderesse ou les tiers intéressés, sont communiquées aux autres parties.

Cette règle simple assure le respect du principe du contradictoire et des droits de la défense.

La Loi édicte, en outre, l'obligation pour « l'autorité » de déposer le dossier administratif au greffe sans autre demande dans le délai de trois mois à partir de la communication du recours.

Le projet de loi examiné propose en substance de limiter cette communication de toutes les pièces à toutes les parties à l'instance au regard de certaines pièces ou de certaines informations. Au-delà de la résolution de certaines difficultés procédurales ponctuelles qui se sont, semble-t-il, posées, le projet crée une brèche dans un principe fondamental.

Le risque est que ces premières exceptions ne soient suivies d'autres et que ces exceptions ne servent de fondement au développement ou du moins à la tentative de développement d'autres exceptions.

Avant d'analyser plus en détail, les modifications projetées, il convient de souligner que les règles relatives, à l'heure actuelle, à la communication des pièces devant les juridictions administratives ont

fait leur preuve. Le système fonctionne et si l'on devait appeler de nos vœux une modification de ce système, ce serait, que sans aucun changement du texte de la Loi, il soit appliqué dans toutes ses dispositions et que notamment « l'autorité » au sens de la Loi dépose dans les délais impartis un dossier administratif complet.

L'analyse des modifications proposées va dans le même sens et tend à démontrer que l'atteinte envisagée au principe du contradictoire et aux droits de la défense n'est pas fondée sur des situations concrètes de nature à la justifier.

Enfin, il convient de souligner à l'instar du Président de la Cour administrative, que si la loi devait venir préciser des exceptions au principe de la communication des pièces, ces exceptions devraient être formulées par des directives générales et non par des spécificités propres à tel ou de tel texte particulier. De plus, tout ajout à la Loi devrait reprendre les notions et le vocabulaire à la base de la loi du 1er décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse et de son règlement d'application à moins qu'une harmonisation générale ne soit envisagée¹.

1. Sur la communication aux seules juridictions administratives des pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité

a) *La loi du 15 juin 2004*

La loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, ci-après la « Loi du 15 juin 2004 », prévoit que peuvent faire l'objet d'une classification les pièces, dont l'usage inapproprié est susceptible de porter atteinte :

- à la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg et des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune,
- aux relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg,
- au potentiel scientifique ou économique du Grand-Duché de Luxembourg.

Le texte précise quelles sont les personnes habilitées à procéder aux opérations de classification, de déclassement ou de déclassification.

Toutes les personnes, à l'exception des membres du Gouvernement, qui utilisent des pièces classifiées ou accèdent aux lieux où ces pièces sont créées, traitées ou conservées doivent être habilitées.

La délivrance des habilitations de sécurité est soumise à une procédure particulière. Elle donne notamment lieu à une enquête de sécurité menée par l'Autorité nationale de Sécurité.

Le Premier Ministre décide de l'octroi ou du retrait des habilitations de sécurité après avis motivé d'une commission composée de trois fonctionnaires désignés respectivement par le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Justice.

b) *Examen de la jurisprudence*

L'exposé des motifs justifie la dérogation à la règle de la communication des pièces par le fait « *qu'il peut en effet arriver que de telles pièces ou informations soient invoquées devant les juridictions administratives, par exemple dans le cadre d'un recours contre une décision de retrait d'une habilitation de sécurité* ».

Effectivement, les juridictions administratives ont eu à connaître dans le cadre notamment des procédures portant les numéros de rôle n° 34027 et 34027a² en première instance et 36874C³ en appel, de recours en matière d'habilitation de sécurité. Cependant, il convient de constater qu'il n'est pas fait état tant dans les jugements de première instance que dans le cadre de la procédure d'appel, de débats relatifs à la communication de pièces classifiées au sens de la Loi du 15 juin 2004. Les discussions ont porté sur les conditions d'octroi et de refus d'octroi d'une habilitation de sécurité et notamment

¹ Avis de la Cour administrative du 1er mars 2018 – Projet de loi n° 7252

² TA 10.07.2013, n° 34027, TA 22.07.2015, n° 34027a

³ CA 12.01.2016, n° 36874C

sur la production devant les juridictions administratives de l'avis de la commission, avis requis préalablement à toute décision de refus ou d'octroi d'habilitation de sécurité.

De plus, dans le cadre d'un recours en matière de décision d'octroi ou de refus d'habilitation de sécurité, la communication de telle ou telle pièce classifiée n'est pas, a priori, au coeur des discussions puisque, en définitive, la décision d'octroi ou corrélativement de refus, entérine le seul fait que « *la personne physique présente (ou non) des garanties suffisantes, quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité pour avoir accès à des informations classifiées sans constituer un risque pour les intérêts mentionnés de l'article 3* ».

c) La pratique

Enfin, il convient de souligner que, de façon générale, la pratique des juridictions administratives en présence d'informations sensibles est d'accorder au mandataire du requérant et/ou au mandataire et à son client, le droit de consulter les pièces litigieuses au greffe sans droit d'en recevoir copie.

Cette mesure est, en fonction de l'avancement de la procédure, assortie du droit de déposer un mémoire supplémentaire limité à la discussion de ces pièces.

Il ressort de l'analyse de ces différents éléments, qu'il ne semble pas justifié de modifier les dispositions de l'article 8 de la Loi, les juges disposant d'ores et déjà des moyens de faire face à ce type de situations.

2. Sur la communication aux seules juridictions administratives de pièces, informations ou sources compromettant la sécurité nationale

Le projet de loi sous examen entend également réserver aux juridictions administratives l'accès aux pièces qui contiendraient la divulgation d'informations ou de sources compromettant la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou qui seraient préjudiciables aux relations internationales.

Dans ce cas, « *afin de préserver les droits de la défense des parties autres que celle(s) qui les invoque(nt), la substance des informations, pour autant qu'elles seront pertinentes aux fins de l'examen du recours, est communiquée à ces parties d'une manière qui tiennent compte de la confidentialité nécessaire* ».

Au regard de ces dispositions, les mêmes développements que ceux précédemment visés, s'imposent et la question est de savoir si les situations visées en pratique justifient l'application de ces dispositions hors du champ de la loi du 18 décembre 2015 sur la protection internationale et la protection temporaire dont elles sont extraites et si les pratiques actuelles des juridictions administratives ne suffisent pas à encadrer ces problématiques.

De plus, la notion de communication de la « substance des informations » aux autres parties est très vague et peut être particulièrement propice à des atteintes aux droits de la défense.

A ce propos, un parallélisme avec les termes de l'article 13 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat des communes serait approprié afin de ne pas créer de nouveaux concepts.

3. Sur le retrait en chambre du conseil

Le projet de loi prévoit également une disposition selon laquelle le tribunal comme la Cour pourraient à tout moment se retirer en chambre de conseil si le débat public devait entraîner des inconvénients graves.

Cette disposition porte atteinte au caractère public des audiences, tel que précisé par les dispositions des articles 28 et 53 de la Loi.

Dès lors, les « inconvénients graves » qui seraient susceptibles de découler du débat public devraient être précisés.

Luxembourg, le 3 mai 2018

François PRUM
Bâtonnier

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7252/03

N° 7252³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI**portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996
portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,
2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de
procédure devant les juridictions administratives**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(29.5.2018)

Par dépêche du Premier ministre, ministre d'État, du 26 février 2018, le Conseil d'État a été saisi du projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de la Justice.

Le projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que des textes coordonnés des deux lois que le projet sous rubrique vise à modifier.

Les avis de la Cour administrative et de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg ont été communiqués au Conseil d'État par dépêches respectivement des 14 mars et 17 mai 2018.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous rubrique comporte deux volets.

Il s'agit, en premier lieu, d'intégrer dans le projet de loi sous avis la disposition relative au recrutement de deux juges supplémentaires au tribunal administratif figurant dans les amendements gouvernementaux au projet de loi n° 6563B portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, 3) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Selon les auteurs, « au vu de l'urgence de ces recrutements, il est proposé de déplacer la disposition y relative dans le présent projet de loi susceptible d'être voté plus rapidement que le projet de loi n° 6563B ».

En second lieu, le projet de loi vise à préciser le traitement réservé aux pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, d'une part, et aux informations dont la divulgation compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou serait préjudiciable aux relations internationales, d'autre part, lorsque ces pièces ou informations sont versées ou communiquées dans le cadre d'un recours devant les juridictions administratives.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1^{er}

Le recrutement de deux juges supplémentaires au tribunal administratif est justifié, selon les auteurs, par l'augmentation du contentieux. Le Conseil d'État conçoit ces nécessités de même que le choix d'intégrer la disposition figurant encore à l'heure actuelle dans l'amendement gouvernemental au projet de loi n° 6563B dans le projet de loi sous avis.

Article 2

L'article sous examen modifie certains articles de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Le point 1°, qui modifie l'article 5, paragraphe 4, de la loi modifiée du 21 juin 1999 n'appelle pas de commentaire.

Le point 2° introduit à l'article 8 de ladite loi un nouveau paragraphe *5bis* et un nouveau paragraphe *5ter* qui est destiné à organiser le traitement d'un point de vue procédural des pièces classifiées et d'informations ou de sources risquant de compromettre la sécurité nationale.

Le nouveau paragraphe *5bis* reprend au point b) les dispositions de l'article 18, alinéa 2, de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, tout en adaptant légèrement la formulation. Le mécanisme prévu dans la loi du 18 décembre 2015 va désormais s'appliquer de manière générale dans tous les recours devant les juridictions administratives. Les informations et sources touchant à la sécurité nationale sont accessibles au seul tribunal, à l'exclusion des autres parties. Celles-ci peuvent uniquement se voir communiquer la substance de ces informations, d'une manière qui tient compte de la confidentialité nécessaire.

Le point a) du paragraphe *5bis* vise un cas de figure nouveau, supplémentaire, à savoir celui où des pièces classifiées au sens de la loi précitée du 15 juin 2004 sont versées par une partie à l'appui de ses prétentions. L'accès à ces pièces sera réservé au tribunal. Aucune communication de la substance des informations à la partie adverse n'est prévue.

Le paragraphe *5ter* précise que le tribunal peut demander à la partie qui invoque le caractère classifié d'une pièce de prouver celui-ci, à défaut de quoi la pièce peut être écartée.

L'articulation du principe du contradictoire dans toute procédure judiciaire avec la nécessaire sauvegarde du « secret », qu'il s'agisse d'un secret commercial ou d'un secret d'affaires, d'ordre privé, ou d'un secret touchant à la sécurité nationale, d'ordre public, constitue un problème récurrent dans tout État de droit.

La Cour européenne des droits de l'homme a, régulièrement, rappelé que « le principe du contradictoire et celui de l'égalité des armes, étroitement liés entre eux, sont des éléments fondamentaux de la notion de « procès équitable » au sens de l'article 6 § 1 de la Convention¹ ». Elle a toutefois admis des restrictions à ce principe si « des intérêts nationaux supérieurs étaient mis en avant pour dénier à une partie une procédure pleinement contradictoire. » Elle a reconnu que les « États contractants jouissent en la matière d'une certaine marge d'appréciation » tout en se réservant le droit « de statuer en dernier ressort sur le respect des exigences de la Convention ». À cet égard, la Cour attache une importance particulière au respect du principe du contradictoire dans l'intégralité de la procédure et au

1 Article 6: Droit à un procès équitable

1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

rôle du juge². La Cour européenne des droits de l'homme a ainsi jugé « que l'existence d'une violation des droits de la défense, y compris le droit d'accès au dossier, doit être appréciée en fonction des circonstances spécifiques de chaque espèce, notamment de la nature de l'acte en cause, du contexte de son adoption et des règles juridiques régissant la matière concernée ».

La Cour de justice de l'Union européenne a également pris position sur le conflit entre le principe procédural du contradictoire et la sauvegarde du secret. Dans des arrêts portant sur la légalité de mesures restrictives concernant des personnes ou entités de pays tiers, elle a vérifié le respect des droits de la défense et admis que « lorsque des informations suffisamment précises, permettant à l'intéressé de faire connaître utilement son point de vue sur les éléments retenus à sa charge par le Conseil, ont été communiquées, le principe du respect des droits de la défense n'implique pas l'obligation pour ce dernier de donner spontanément accès aux documents contenus dans son dossier. Ce n'est que sur demande de la partie intéressée que le Conseil est tenu de donner accès à tous les documents administratifs non confidentiels concernant la mesure en cause »³.

En ce qui concerne des secrets d'ordre privé, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé que « l'article 47, deuxième alinéa, de la Charte⁴ doit être interprété en ce sens que, dans le cadre de l'exercice de son contrôle juridictionnel par un juge de l'État membre requis, ce juge doit avoir accès à la demande d'informations adressée par l'État membre requérant à l'État membre requis. L'administré concerné ne dispose pas en revanche d'un droit d'accès à l'ensemble de cette demande d'informations qui demeure un document secret, (...). Afin de faire pleinement entendre sa cause au sujet de l'absence de pertinence vraisemblable des informations demandées, il suffit, en principe, qu'il dispose des informations (minimales) visées à (...) la directive⁵.

Le Conseil d'État constate que, dans le système prévu dans le projet de loi sous examen, le tribunal aura accès aux pièces et informations visées à l'article 5*bis*. Les textes prévus n'autorisent toutefois pas le juge à décider que les pièces, informations ou documents seront communiqués à la partie adverse sauf à être retirés par la partie qui entend en faire état. En effet, le paragraphe 5*ter* se limite à imposer à la partie qui invoque une pièce, en tant que document classifié, de prouver cette classification sans devoir en justifier le bien-fondé. Le paragraphe 5*ter*, qui vise les seules pièces classifiées, se réfère uniquement à la lettre a) du paragraphe 5*bis* et non pas à la lettre b). Le régime se distingue encore en ce que la lettre b) prévoit que la substance des informations doit être communiquée à l'autre partie, ce qui rejoint les limites émises par la Cour de justice de l'Union européenne dans l'arrêt *Berlioz* précité. Comme relevé ci-dessus, en ce qui concerne les pièces classifiées, l'autorité publique doit uniquement prouver que ces pièces ont été classifiées sans devoir prouver la justesse de cette classification. Aucune communication, fût-elle de nature minimale, n'est prévue au profit de la partie adverse.

Le Conseil d'État rappelle enfin que la Cour constitutionnelle, statuant sur la conformité de la loi du 15 juin 2004, précitée, avec l'article 12 de la Constitution, en tant qu'il consacre les droits de la défense, a jugé que « en permettant aux agents du Service de Renseignement de l'État d'opposer discrétionnairement aux autorités policières, administratives et judiciaires le secret par la simple affirmation, le cas échéant, qu'une information utile provient d'un service de renseignement étranger, sans instaurer un

2 Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme (grande chambre) du 16 mai 2017 dans l'affaire *Regner c. République tchèque* : « Tout d'abord, les tribunaux ont accès à tous les documents classifiés, sans restriction, sur lesquels l'Office s'est basé pour justifier sa décision. Ils ont ensuite le pouvoir de se livrer à un examen approfondi des raisons invoquées par l'Office pour ne pas communiquer les pièces classifiées. Ils peuvent en effet apprécier la justification de la non-communication des pièces classifiées et ordonner la communication de celles dont ils estimeraient qu'elles ne méritent leur classification. Ils peuvent également apprécier le bien-fondé de la décision de l'Office ordonnant le retrait de l'attestation de sécurité et sanctionner, le cas échéant, une décision arbitraire dudit Office. »

3 Arrêt de la Cour (première chambre) du 28 juillet 2016, *Johannes Tomana e.a. c. Conseil de l'Union européenne et Commission européenne*, C-330/15P, ECLI:EU:C:2016:601.

4 Article 47 : Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial

Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice.

5 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 16 mai 2017, *C 682/15, Berlioz Investment Fund c/ Directeur de l'Administration des contributions directes, Demande de décision préjudicielle*, introduite par la Cour administrative (Luxembourg), ECLI:EU:2017:372.

contrôle de la véracité d'une telle affirmation, la loi rompt l'équilibre entre les nécessités de la protection des sources, même étrangères, et les droits de la défense. »

Le Conseil d'État renvoie également à l'avis de la Cour administrative qui met en garde les auteurs du projet de loi contre une « inflation des classifications » et contre des atteintes de plus en plus fréquentes au principe essentiel du contradictoire. L'avis attire encore l'attention des auteurs du projet de loi sur les implications de la jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne.

L'impossibilité pour le juge d'apprécier le bien-fondé d'une classification ou de communiquer à la partie intéressée, ne fût-ce que le contenu de la pièce classifiée, n'est pas conforme à l'article 12 de la Constitution, à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, le cas échéant, à l'article 47 de la Charte. La différence de régime procédural réservé aux pièces classifiées et aux informations et sources concernant la sécurité, est encore source d'incohérence et dès lors d'atteinte à la sécurité juridique. Dans ces conditions, le Conseil d'État doit émettre une opposition formelle à l'encontre du dispositif sous examen.

Le Conseil d'État rappelle que la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État prévoit, à son article 13, une procédure spécifique en cas de saisie et de perquisition de données et de matériel du Service de renseignement de l'État couverts par le « secret » prévoyant, en particulier la saisine d'un juge pour statuer sur le versement au dossier judiciaire de tout ou partie des données et du matériel sous scellés.

Cette référence amène le Conseil d'État à ajouter une considération générale tenant à la nécessité d'assurer la cohérence des régimes procéduraux devant les juridictions administratives et devant les juridictions judiciaires, siégeant en matière civile ou en matière pénale. Il y a lieu de prévoir un dispositif procédural complet et cohérent relatif à la sauvegarde du « secret d'État », qui s'applique dans toutes les procédures devant les juridictions. À cet égard, il considère que les auteurs devraient également solliciter l'avis des autorités judiciaires.

Le point 3° n'appelle pas d'observation.

Le point 4°, qui vise la procédure devant le tribunal administratif, au même titre d'ailleurs que le paragraphe 7, qui vise la Cour administrative, reprend, avec des modifications, le dispositif figurant à l'article 185 du Nouveau Code de procédure civile.⁶ D'après les auteurs, ces modifications visent également à assurer la protection d'informations et de personnes, protection qui se trouverait à la base de l'article 2, point 2°, du projet de loi.

Le Conseil d'État note, en premier lieu, que, comme le reconnaissent d'ailleurs les auteurs du projet de loi, la formulation plus large des raisons permettant d'exclure la publicité confère au dispositif sous examen un champ d'application plus étendu que celui du « secret d'État ». La finalité première de l'article 185 du Nouveau Code de procédure civile, dont le dispositif est repris de l'article 87 du code de procédure civile français décrété le 14 avril 1806, n'était d'ailleurs pas celle la protection du « secret d'État ». Le risque d'« inconvénients graves », même s'il est repris du texte initial du Code de procédure civile, est peu précis et ne se justifie pas au regard de l'objectif poursuivi par les auteurs du projet de loi.

Le Conseil d'État réitère une réflexion qu'il a déjà antérieurement formulée et qui tient à la nécessité de prévoir un système cohérent entre les dispositions procédurales devant les juridictions judiciaires, qu'elles soient civiles ou pénales, et devant les juridictions administratives. Il note, au passage, le caractère désuet et juridiquement plus que contestable de l'article 185 du Nouveau Code de procédure civile qui continue à faire référence à l'intervention du ministre de la Justice comme « grand-juge ». Les auteurs du projet de loi sous examen auraient au moins pu profiter de l'occasion pour éliminer du Nouveau Code de procédure civile ce concept qu'ils ont d'ailleurs à bon escient évité de reprendre dans le projet de loi sous avis. Le Conseil État se permet de renvoyer les auteurs du projet de loi sous

⁶ Art. 185 du Nouveau Code de procédure civile :

Les plaidoiries seront publiques, excepté dans les cas où la loi ordonne qu'elles seront secrètes. Pourra cependant le tribunal ordonner qu'elles se feront à huis clos, si la discussion publique devait entraîner un scandale ou des inconvénients graves: mais, dans ce cas, le tribunal sera tenu d'en délibérer, et de rendre compte de sa délibération au procureur général d'Etat près la Cour supérieure de justice; et si la cause est pendante dans un tribunal d'appel, au grand-juge Ministre de la justice.

examen aux dispositions du code de procédure civile français⁷. Si le cadre du projet de loi sous avis ne se prête pas à une mise à jour du dispositif de l'article 185 du Nouveau Code de procédure civile, il serait au moins indiqué de ne pas reprendre ce dispositif dans le texte de la loi modifiée du 21 juin 1999 précitée et de retenir une formulation plus précise.

Les points 5° et 6° n'appellent pas d'observation.

En ce qui concerne le point 7°, il est renvoyé au commentaire relatif au point 4°.

*

OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE

Observations générales

Lorsque le dispositif a pour objet exclusif d'opérer des modifications à plusieurs actes, il y a lieu de prévoir pour chacun de ces actes un article distinct et de spécifier ensuite toutes les modifications se rapportant à un même acte en les numérotant de la manière suivante : 1°, 2°, 3°,...

Pour caractériser les énumérations, il est fait recours à des numéros suivis d'un exposant « ° » (1°, 2°, 3°,).

Intitulé

L'observation relative aux énumérations ci-avant vaut également pour l'intitulé de la loi en projet sous avis. Par ailleurs, l'intitulé n'est pas à faire suivre d'un point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrase.

Article 1^{er}

Il n'est pas indiqué de prévoir dans un premier liminaire l'acte à modifier et d'en préciser dans un deuxième la disposition visée. Mieux vaut regrouper dans un seul liminaire la disposition de l'acte à modifier et l'intitulé de celui-ci.

La méthode consistant à fixer l'entrée en vigueur des dispositions d'un même acte à des endroits épars, est à écarter. Il importe, pour des raisons de visibilité, de regrouper à la fin du dispositif sous un seul article les prescriptions relatives à l'entrée en vigueur de chacune des composantes du dispositif. Il y a donc lieu d'introduire un article 3 nouveau *in fine* du texte en projet sous avis.

De ce qui précède, la phrase liminaire de l'article sous examen est à reformuler comme suit :

« **Art. 1^{er}.** L'article 57, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, prend la teneur qui suit : [...] ».

Article 2

Au point (2) (2° selon le Conseil d'État), il convient d'écrire « les pièces ou le dossier déposés », sans parenthèses.

Toujours au point (2) (2° selon le Conseil d'État), il convient d'écrire « celles qui invoquent », sans parenthèses.

Au point (6) (6° selon le Conseil d'État), le Conseil d'État propose de reformuler le nouvel article 51-1 à insérer dans la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives comme suit :

« Art. 51-1. L'article 8, paragraphes *5bis* et *5ter*, sont applicables à la Cour ».

⁷ Code de procédure civile français

Article 433 : Les débats sont publics sauf les cas où la loi exige qu'ils aient lieu en chambre du conseil.

Ce qui est prévu à cet égard en première instance doit être observé en cause d'appel, sauf s'il en est autrement disposé.

Article 434 : En matière gracieuse, la demande est examinée en chambre du conseil.

Article 435 : Le juge peut décider que les débats auront lieu où se poursuivront en chambre du conseil s'il doit résulter de leur publicité une atteinte à l'intimité de la vie privée, ou si toutes les parties le demandent, ou s'il survient des désordres de nature à troubler la sérénité de la justice.

Article 3 (selon le Conseil d'État)

Suite à l'observation relative à l'article 1^{er}, le Conseil d'État demande de libeller l'article 3 comme suit :

« **Art. 3.** L'article 1^{er} entre en vigueur le 16 septembre 2018 ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 21 votants, le 29 mai 2018.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges WIVENES

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7252/04, 7252A/01, 7252B/01

N° 7252⁴
N° 7252A¹
N° 7252B¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI

**portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996
portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,
2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de
procédure devant les juridictions administratives**

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996
portant organisation des juridictions de l'ordre administratif**

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant
règlement de procédure devant les juridictions administratives**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'État (11.6.2018).....	2
2) Texte coordonné du projet de loi n°7252A	3
3) Texte coordonné du projet de loi n°7252B	3

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(11.6.2018)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que la Commission juridique a proposé, lors de sa réunion du 6 juin 2018, de scinder le projet de loi n° 7252 en deux projets de loi distincts, et de leur conférer les intitulés suivants :

- Projet de loi n°7252A portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif qui reprend les dispositions de l'article 1^{er} du projet de loi 7252
- Projet de loi n°7252B portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives qui reprend les dispositions de l'article 2 du projet de loi 7252.

Une telle façon de procéder permettra à la Commission juridique de finaliser l'instruction parlementaire du projet de loi 7252A, afin de créer la base légale nécessaire pour le recrutement de deux juges supplémentaires auprès du tribunal administratif (recrutement jugé urgent par les auteurs du projet de loi 7252¹).

Il sera de la sorte permis, eu égard aux observations soulevées par le Conseil d'État, de continuer l'instruction parlementaire du volet dédié au traitement réservé, d'un point de vue procédural, aux pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, d'une part, et aux informations dont la divulgation compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou serait préjudiciable aux relations internationales, d'autre part, lorsque ces pièces ou informations sont versées ou communiquées dans le cadre d'un recours devant les juridictions administratives, ainsi que la faculté des juridictions administratives de se retirer en chambre du conseil.

Par ailleurs, la Commission juridique juge utile de reprendre les observations d'ordre légistique, soulevées par le Conseil d'État dans le cadre de son avis du 29 mai 2018.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Mars DI BARTOLOMEO

*

1 - cf. doc. parl. 7252/00, exposé des motifs, p.2

TEXTE COORDONNE DU PROJET DE LOI N° 7252A

PROJET DE LOI N°7252A

portant modification

1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,

2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Art. 1^{er}. La loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif est modifiée comme suit :

A partir du 16 septembre 2018, l'article 57, alinéa 1^{er} aura la teneur qui suit : « Le tribunal administratif est composé d'un président, d'un premier vice-président, de trois vice-présidents, de quatre premiers juges et de six juges. »

L'article 57, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, prend la teneur qui suit : Le tribunal administratif est composé d'un président, d'un premier vice-président, de trois vice-présidents, de quatre premiers juges et de six juges.

Art.2. La présente loi entre en vigueur le 16 septembre 2018.

*

TEXTE COORDONNE DU PROJET DE LOI 7252B

PROJET DE LOI N°7252B

portant modification

1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,

2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Art. 2. unique. La loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives est modifiée comme suit :

(1) 1° A l'article 5, paragraphe 4, les termes « , sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis » sont ajoutés à la suite des termes « déposées par le demandeur ».

(2) 2° A l'article 8, un paragraphe 5bis et un paragraphe 5ter ayant la teneur suivante sont ajoutés à la suite du paragraphe 5 :

« (5bis) L'accès à des pièces, informations ou sources est réservé au tribunal saisi du recours lorsque

a) les pièces ou le dossier déposés(es) comprennent des pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ou

b) la divulgation d'informations ou de leurs sources compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou lorsque cela serait préjudiciable aux relations internationales. Néanmoins, afin de préserver les droits de la défense des parties autres que celle(s) qui les invoque(nt), la substance des informations, pour autant qu'elles soient pertinentes aux fins de l'examen du recours, est communiquée à ces parties d'une manière qui tient compte de la confidentialité nécessaire.

(5ter) A défaut pour la partie invoquant une pièce classifiée de rapporter, sur demande du tribunal, la preuve du caractère classifié de la pièce, celle-ci peut être écartée par le tribunal. »

(3) 3° A l'article 9, alinéa 2, les termes « et sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis » sont ajoutés à la suite des termes « Par dérogation à l'article 4 ».

- (4) 4° A l'article 28, un paragraphe 2bis ayant la teneur suivante est ajouté à la suite du paragraphe 2 :
- « (2bis) Le tribunal peut à tout moment se retirer en chambre du conseil si le débat public devait entraîner des inconvénients graves. »
- (5) 5° A l'article 50, les termes « et sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis » sont ajoutés à la suite des termes « Par dérogation à l'article 39 ».
- (6) 6° A la suite de l'article 51, un article 51-1 est ajouté ayant la teneur suivante :
- « **Art. 51-1.** L'article 8, paragraphes 5bis et 5ter, sont applicables à la Cour. ~~Sont applicables à la Cour les paragraphes 5bis et 5ter de l'article 8.~~ »
- (7) 7° A l'article 53, un paragraphe 2bis ayant la teneur suivante est ajouté à la suite du paragraphe 2 :
- « (2bis) La Cour peut à tout moment se retirer en chambre du conseil si le débat public devait entraîner des inconvénients graves. »

7252/04, 7252A/01, 7252B/01

N° 7252⁴
N° 7252A¹
N° 7252B¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI

**portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996
portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,
2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de
procédure devant les juridictions administratives**

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996
portant organisation des juridictions de l'ordre administratif**

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant
règlement de procédure devant les juridictions administratives**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'État (11.6.2018).....	2
2) Texte coordonné du projet de loi n°7252A	3
3) Texte coordonné du projet de loi n°7252B	3

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(11.6.2018)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que la Commission juridique a proposé, lors de sa réunion du 6 juin 2018, de scinder le projet de loi n° 7252 en deux projets de loi distincts, et de leur conférer les intitulés suivants :

- Projet de loi n°7252A portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif qui reprend les dispositions de l'article 1^{er} du projet de loi 7252
- Projet de loi n°7252B portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives qui reprend les dispositions de l'article 2 du projet de loi 7252.

Une telle façon de procéder permettra à la Commission juridique de finaliser l'instruction parlementaire du projet de loi 7252A, afin de créer la base légale nécessaire pour le recrutement de deux juges supplémentaires auprès du tribunal administratif (recrutement jugé urgent par les auteurs du projet de loi 7252¹).

Il sera de la sorte permis, eu égard aux observations soulevées par le Conseil d'État, de continuer l'instruction parlementaire du volet dédié au traitement réservé, d'un point de vue procédural, aux pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, d'une part, et aux informations dont la divulgation compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou serait préjudiciable aux relations internationales, d'autre part, lorsque ces pièces ou informations sont versées ou communiquées dans le cadre d'un recours devant les juridictions administratives, ainsi que la faculté des juridictions administratives de se retirer en chambre du conseil.

Par ailleurs, la Commission juridique juge utile de reprendre les observations d'ordre légistique, soulevées par le Conseil d'État dans le cadre de son avis du 29 mai 2018.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Mars DI BARTOLOMEO

*

¹ cf. doc. parl. 7252/00, exposé des motifs, p.2

TEXTE COORDONNE DU PROJET DE LOI N° 7252A

PROJET DE LOI N°7252A

portant modification

- 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,
- 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Art. 1^{er}. La loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif est modifiée comme suit :

A partir du 16 septembre 2018, l'article 57, alinéa 1^{er} aura la teneur qui suit : « Le tribunal administratif est composé d'un président, d'un premier vice-président, de trois vice-présidents, de quatre premiers juges et de six juges. »

L'article 57, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, prend la teneur qui suit : Le tribunal administratif est composé d'un président, d'un premier vice-président, de trois vice-présidents, de quatre premiers juges et de six juges.

Art.2. La présente loi entre en vigueur le 16 septembre 2018.

*

TEXTE COORDONNE DU PROJET DE LOI 7252B

PROJET DE LOI N°7252B

portant modification

- 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,
- 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Art. 2. unique. La loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives est modifiée comme suit :

(1) 1° A l'article 5, paragraphe 4, les termes « , sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis » sont ajoutés à la suite des termes « déposées par le demandeur ».

(2) 2° A l'article 8, un paragraphe 5bis et un paragraphe 5ter ayant la teneur suivante sont ajoutés à la suite du paragraphe 5 :

« (5bis) L'accès à des pièces, informations ou sources est réservé au tribunal saisi du recours lorsque

- a) les pièces ou le dossier déposés(es) comprennent des pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ou
- b) la divulgation d'informations ou de leurs sources compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou lorsque cela serait préjudiciable aux relations internationales. Néanmoins, afin de préserver les droits de la défense des parties autres que celle(s) qui les invoque(nt), la substance des informations, pour autant qu'elles soient pertinentes aux fins de l'examen du recours, est communiquée à ces parties d'une manière qui tient compte de la confidentialité nécessaire.

(5ter) A défaut pour la partie invoquant une pièce classifiée de rapporter, sur demande du tribunal, la preuve du caractère classifié de la pièce, celle-ci peut être écartée par le tribunal. »

(3) 3° A l'article 9, alinéa 2, les termes « et sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis » sont ajoutés à la suite des termes « Par dérogation à l'article 4 ».

- (4) 4° A l'article 28, un paragraphe 2bis ayant la teneur suivante est ajouté à la suite du paragraphe 2 :
- « (2bis) Le tribunal peut à tout moment se retirer en chambre du conseil si le débat public devait entraîner des inconvénients graves. »
- (5) 5° A l'article 50, les termes « et sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 5bis » sont ajoutés à la suite des termes « Par dérogation à l'article 39 ».
- (6) 6° A la suite de l'article 51, un article 51-1 est ajouté ayant la teneur suivante :
- « **Art. 51-1.** L'article 8, paragraphes 5bis et 5ter, sont applicables à la Cour. ~~Sont applicables à la Cour les paragraphes 5bis et 5ter de l'article 8.~~ »
- (7) 7° A l'article 53, un paragraphe 2bis ayant la teneur suivante est ajouté à la suite du paragraphe 2 :
- « (2bis) La Cour peut à tout moment se retirer en chambre du conseil si le débat public devait entraîner des inconvénients graves. »



Commission juridique

Procès-verbal de la réunion du 06 juin 2018

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 23 et 28 mars 2018, ainsi que des réunions des 16 et 18 avril 2018
2. 6996 Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification :
 1. du Nouveau Code de procédure civile ;
 2. du Code civil ;
 3. du Code pénal ;
 4. du Code de la Sécurité sociale ;
 5. du Code du travail ;
 6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes ;
 7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
 8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
 9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
 10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ;
 11. de la loi du 27 juin arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire- Rapporteur : Madame Sam Tanson
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 6921 Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification
 - 1) du Code de procédure pénale,
 - 2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,
 - 3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques- Rapporteur : Madame Viviane Loschetter
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 7203 Projet de loi complétant le Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'un titre VIIbis relatif à la conversion de l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires émise sur base du règlement (UE) N° 655/2014 en saisie exécutoire des comptes bancaires
- Nomination d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
- Examen des amendements gouvernementaux

- Examen des avis du Conseil d'Etat

5. 7252 Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives
- Nomination d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen des articles
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
6. 7300 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017)
Echange de vues avec Monsieur le Ministre de la Justice

*

Présents : Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Yves Cruchten, remplaçant M. Marc Angel, M. Franz Fayot, M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, Mme Sam Tanson

M. Gilles Baum

M. Tom Hansen, Mme Marie-Anne Ketter, Mme Claudine Konsbrück, Mme Danièle Nosbusch, Mme Joëlle Schaack, du Ministère de la Justice

M. Christophe Li, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Félix Braz, Ministre de la Justice
M. Marc Angel
M. Marc Baum, observateur délégué

*

Présidence : Mme Sam Tanson, Présidente de la Commission

*

1. **Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 23 et 28 mars 2018, ainsi que des réunions des 16 et 18 avril 2018**

Les projets de procès-verbal sous rubrique recueillent l'accord unanime des membres de la Commission juridique.

2. 6996 **Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification :**
1. du Nouveau Code de procédure civile ;
 2. du Code civil ;
 3. du Code pénal ;
 4. du Code de la Sécurité sociale ;
 5. du Code du travail ;

6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes ;
7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ;
11. de la loi du 27 juin arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Débat général sur certaines modalités applicables à la traduction et à la transmission d'actes juridiques

- ❖ Un membre du groupe politique CSV s'interroge sur les modalités pratiques de la transmission de la requête de divorce au défendeur, lorsque l'un des conjoints réside sur le territoire luxembourgeois et l'autre conjoint, à titre d'exemple, en Allemagne. L'orateur s'interroge par ailleurs sur la validité d'une requête rédigée en français, alors que la langue officielle du pays de résidence du défendeur est l'allemand.

De plus, l'orateur se demande quelles conséquences juridiques découlent de l'affirmation du défendeur, résidant à l'étranger, de ne pas maîtriser la langue dans laquelle l'acte est rédigé.

Madame la Présidente-Rapportrice soulève que la signification et la notification d'actes juridiques à l'intérieur de l'Union européenne constitue une matière régie par le droit européen, et plus précisément par le Règlement¹ n° 1393/2007. Ce règlement européen prévoit la faculté pour le destinataire de l'acte, de refuser la réception de celui-ci, si l'acte n'est pas établi dans l'une des langues comprises par ce dernier. En pratique, la compréhension de la langue dans laquelle l'acte est établi par le destinataire est déterminante, et non pas la langue officielle du pays de résidence du destinataire.

- ❖ Un membre du groupe politique CSV s'interroge sur le cas de figure des diplomates étrangers accrédités et des fonctionnaires européens qui résident, *de facto*, au Luxembourg mais qui ont leur domicile officiel à l'étranger.
- ❖ Un membre du groupe politique CSV estime que la transmission des actes juridiques à l'étranger suscite de nombreuses interrogations en pratique. L'orateur donne l'exemple d'un couple dont l'un des conjoints réside en Bulgarie. Si le demandeur transmet sa requête au défendeur, résidant dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il se pose la question de la validité d'un tel acte juridique rédigé en français, alors que le destinataire ne maîtrise pas nécessairement la langue française. L'orateur souhaite savoir si l'acte doit alors être rédigé en français et traduit également en bulgare.

En outre, l'orateur estime qu'on ne saurait faire dépendre la validité d'un tel acte de la seule affirmation du destinataire de ne pas comprendre la langue employée au sein de l'acte transmis.

¹ RÈGLEMENT (CE) N ° 1393/2007 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (« signification ou notification des actes »), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil

La représentante du Ministre de la Justice estime qu'il s'agit d'un faux problème, alors que de nombreuses affaires ayant un élément d'extranéité ou un caractère transfrontalier sont tranchées devant les juridictions luxembourgeoises. La transmission des actes juridiques à l'étranger repose sur des règles juridiques valables depuis de nombreuses années.

Suite au vote du projet de loi 6996 apportant des modifications importantes aux règles régissant la procédure judiciaire applicable au divorce, les huissiers de justice n'auront plus compétence exclusive en matière de transmission d'actes juridiques en matière de divorce et perdront partiellement leur monopole dans cette branche du droit.

Un membre du groupe politique CSV prend acte de ces déclarations, cependant, il estime qu'il n'a pas obtenu de réponse détaillée à sa question et de nombreux aspects liés à la sécurité juridique de la transmission des actes juridiques restent flous.

L'orateur souhaite savoir quelles conséquences précises découlent du fait que le destinataire, résidant à l'étranger, déclare de ne pas comprendre la langue dans laquelle l'acte est rédigé.

La représentante du Ministre de la Justice explique que les dispositions du règlement européen précité s'appliquent pleinement, une fois que l'acte juridique est déposé auprès de la juridiction chargée de trancher le litige. Si le destinataire ne réside pas dans un pays qui relève du champ d'application dudit règlement européen, alors la Convention de la Haye² peut s'appliquer.

Un membre du groupe politique CSV se montre peu convaincu de ces explications et souhaite avoir des informations détaillées sur les modalités régissant la transmission de l'acte juridique à l'étranger. En outre, il se pose la question de savoir à qui incombe la charge d'effectuer une traduction de l'acte dans une langue comprise par le destinataire.

La représentante du Ministre de la Justice souligne qu'il incombe à la partie demanderesse de procéder, le cas échéant, à une traduction de l'acte juridique. Si le destinataire énonce qu'il ne comprend pas la langue dans laquelle celui-ci est rédigé, alors il peut refuser la réception de l'acte. Dans ce cas de figure, des formulaires types, disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union européenne, qui énoncent le motif de refus de réception de l'acte juridique sont à remplir.

- ❖ Un membre du groupe politique CSV renvoie aux avantages d'une assignation en justice qui est signifiée par voie d'huissier et qui devra être traduite automatiquement, en cas de signification à l'étranger.

Madame la Présidente-Rapportrice estime que cette analyse est erronée. En pratique, l'huissier de justice signale à l'avocat de la partie demanderesse qu'une traduction de l'acte peut être requise, en cas de signification de cet acte à l'étranger, et ce, afin d'éviter des débats malencontreux sur la compréhension ou non par le destinataire de la langue dans laquelle l'acte est rédigé. L'huissier de justice n'examine pas les connaissances linguistiques du destinataire de l'acte.

- ❖ Un membre du groupe politique CSV estime que la procédure de signification d'un acte juridique par voie d'un huissier de justice présente l'avantage que la procédure est simplifiée, comme la traduction doit être faite, le cas échéant, avant la transmission de celui-ci. Par conséquent, la partie demanderesse ne court pas le risque de s'opposer un refus de réception de l'acte par le destinataire qui déclare ne pas comprendre la langue dans laquelle l'acte est rédigé.

² Loi du 26 février 1975 portant approbation de la Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, faite à La Haye, le 15 novembre 1965 ; Mémorial A10 ; 12 mars 1975

Madame la Présidente-Rapportrice explique qu'une traduction est seulement requise lorsque le destinataire, résidant à l'étranger, ne comprend pas la langue judiciaire du pays dans lequel l'acte est établi. En pratique, l'avocat de la partie demanderesse, qui a connaissance du fait que le destinataire ne comprend pas le français, procède à la traduction de cet acte, avant que celui-ci ne soit transmis à l'étranger. Ainsi, l'acte sera accompagné d'une traduction dans une langue comprise le destinataire.

- ❖ Un membre du groupe politique CSV s'interroge sur la question de savoir si la traduction doit exister au moment du dépôt de la requête auprès de la juridiction saisie pour trancher le litige.

Un membre du groupe politique CSV s'interroge sur les modalités de traduction de l'acte juridique et souhaite savoir si le traducteur qui procède à la traduction de l'acte doit être un traducteur assermenté figurant sur la liste des experts, traducteurs et interprètes assermentés.

Madame la Présidente-Rapportrice renvoie aux explications ci-dessus et indique qu'il incombe au demandeur d'évaluer si le destinataire de l'acte, résidant à l'étranger, comprend la langue dans laquelle il est rédigé.

La représentante du Ministre de la Justice renvoie aux dispositions du droit commun³ en la matière.

Un membre du groupe politique CSV se montre peu convaincu de cette explication et souhaite savoir quelle disposition légale régit les actes juridiques visés par le projet de loi sous rubrique.

- ❖ Le représentant de la sensibilité politique ADR donne à considérer que, dans le cas de figure où le défendeur visé par une requête ne peut être valablement touchée par celle-ci, le greffe du tribunal conseille au demandeur de procéder à une assignation du défendeur qui sera signifiée par voie d'huissier de justice. Aux yeux de l'orateur, seule l'assignation à personne permet de toucher valablement le défendeur.

Une requête de divorce notifiée, le cas échéant, au domicile commun des conjoints comporte, aux yeux de l'orateur, de nombreux aléas et ne permet pas de garantir la sécurité juridique en la matière. De plus, le défendeur risque de ne pas être touché valablement par l'acte juridique.

- ❖ Madame la Présidente-Rapportrice estime que les huissiers de justice sont des professionnels du droit et ont connaissance des dispositions régissant la traduction des actes juridiques. Il échet néanmoins de constater que le moment des questions soulevées, la veille de l'adoption du rapport, est particulier.
- ❖ Un membre du groupe politique CSV s'interroge sur la computation des délais de convocation. Il donne à considérer que ces derniers commencent normalement à courir à partir du dépôt de la requête. Cependant, il se pose la question de savoir si les délais courent également en l'absence de traduction existante de la requête au moment du dépôt de celle-ci.

La représentante du Ministre de la Justice explique que si le défendeur a été dans l'impossibilité de préparer sa défense, du fait qu'il n'a été touché que tardivement, alors les juridictions ordonnent la refixation de l'affaire, afin de permettre au défendeur de préparer utilement sa défense. Il convient de signaler qu'il s'agit d'un cas de figure se présenteront

³ Suite à la réunion du 6 juin 2018, il y a lieu de relever que la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes s'applique aux matières répressive et administrative, donc pas à la matière civile. Dans les matières visées par le projet de loi, il n'y a pas de disposition légale exigeant que la traduction accompagnant, le cas échéant, une requête notifiée à un défendeur domicilié ou résidant à l'étranger soit faite par un traducteur assermenté. Cependant, la prudence et l'objectif de sécurité juridique plaident toutefois en faveur d'une traduction assermentée.

fréquemment devant les juridictions et qu'il n'est pas dans l'intention des auteurs du projet de loi de modifier cet aspect de la procédure civile.

Un membre du groupe politique CSV estime que les requêtes ne présentent pas les mêmes garanties en termes de sécurité juridiques qu'une assignation signifiée par voie d'huissier de justice.

L'explication fournie par les auteurs du projet de loi indiquent que la requête est moins coûteuse qu'une assignation signifiée par voie d'huissier de justice, n'est pas un argument valable aux yeux de l'orateur, qui signale que les coûts liés à une assignation sont insignifiants par rapport à ceux liés au contentieux en matière de divorce.

- ❖ Un membre du groupe politique CSV s'interroge sur le volet de la responsabilité civile, voire professionnelle du fait qu'une traduction d'un acte juridique s'avère lacunaire ou erronée. L'orateur souhaite savoir si la responsabilité de l'Etat peut être engagée dans ce cas de figure.

En outre, l'orateur s'interroge sur la question de savoir si la responsabilité de l'Etat peut être engagée au cas où le greffe procède à une notification non valable d'un acte juridique, sensée toucher une partie au procès.

La représentante du Ministre de la Justice explique que l'Etat ne procède pas à la traduction d'actes juridiques. Par conséquent, la responsabilité de l'Etat ne saurait être engagée dans le cas de figure d'une traduction erronée.

Madame la Présidente-Rapportrice renvoie à l'article 1007-39, qui sera introduit dans le projet de loi sous rubrique, et qui règle la signification des jugements de divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales.

L'oratrice souligne que la procédure actuellement applicable à la notification de ces jugements reste largement inchangée.

- ❖ Un membre du groupe politique CSV estime qu'au vu des explications fournies on ne saurait parler d'une réelle simplification de la procédure de divorce.

L'orateur exprime ses craintes que la mise en œuvre de la réforme envisagée soulèvera toute une série de difficultés pratiques pour les professionnels du droit.

Madame la Présidente-Rapportrice marque son désaccord avec cette analyse et donne à considérer que les aspects procéduraux soulevés sont régis par le Nouveau Code de procédure civile et le règlement européen n°1393/2007. Seul le requérant peut savoir si le défendeur résidant à l'étranger comprend la langue de l'acte juridique qui lui est transmis et doit, le cas échéant, procéder à la traduction de celui-ci. Il y a lieu de souligner que cette problématique n'est pas nouvelle, mais se pose déjà à l'heure actuelle dans de nombreuses affaires judiciaires ayant un caractère transfrontalier.

Quant à la procédure de notification retenue par les auteurs du projet de loi, il y a lieu de relever que les parties ne doivent plus recourir à la procédure de la signification des actes par voie d'huissier de justice et peuvent ainsi réaliser des économies en la matière. La procédure de divorce devient, par conséquent, moins coûteuse pour les parties.

L'oratrice précise que les dispositions du Nouveau Code de procédure civile et le règlement européen n°1393/2007 ont fait leurs preuves dans la pratique et sont applicables depuis de nombreuses années.

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Un membre du groupe politique CSV s'interroge sur les raisons ayant animé Madame la Rapportrice à ne pas inclure au sein de la partie II., sous le point 3.2. dédié à l'autorité parentale en cas de séparation des parents, les dispositions nouvelles portant sur la possibilité pour un mineur de s'adresser directement au juge aux affaires familiales et qui ont été discutées de manière controversée au sein de la Commission juridique.

Madame la Présidente-Rapportrice renvoie à la partie II dudit rapport., sous le point 1.5., consacré entièrement aux droits des mineurs et qui traite de cette question.

Vote

La majorité des membres de la Commission juridique vote en faveur du projet de rapport. Les membres du groupe politique CSV et le représentant de la sensibilité politique ADR votent contre ledit projet de rapport.

Temps de parole

La Commission juridique propose le modèle 2.

Proposition d'une Motion

Un membre du groupe politique LSAP propose aux membres de la Commission juridique d'élaborer une motion portant sur une évaluation qualitative de la future loi. Une telle analyse devrait être réalisée trois ans après l'entrée en vigueur de la future loi et devrait viser d'éventuels points de la loi qui nécessiteraient une modification.

Décision : Ladite proposition recueille l'accord favorable des membres de la Commission juridique.

- 3. 6921 Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification**
- 1) du Code de procédure pénale,**
 - 2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,**
 - 3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques**

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Madame la Rapportrice présente les grandes lignes de son projet de rapport. L'oratrice renvoie à l'historique du projet de loi et résume les modifications y apportées au cours de l'instruction parlementaire.

Modification ponctuelle du rapport

Il est signalé qu'une erreur matérielle s'est glissée dans ledit rapport à l'endroit de l'article 88-4, paragraphe 5. Il est proposé de réinsérer le terme « *inculpé* » dans ledit texte, qui a été supprimé par erreur.

Ladite proposition recueille l'accord favorable des membres de la Commission juridique.

Vote

Le projet de rapport recueille l'accord unanime des membres de la Commission juridique.

Temps de parole

La Commission juridique propose le modèle 1.

- 4. 7203 Projet de loi complétant le Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'un titre VIIbis relatif à la conversion de l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires émise sur base du règlement (UE) N° 655/2014 en saisie exécutoire des comptes bancaires**

Nomination d'un rapporteur

La Commission juridique désigne à l'unanimité sa Présidente, Madame Sam Tanson, Rapportrice du projet de loi sous rubrique.

Présentation du projet de loi et examen des amendements gouvernementaux

Le représentant du Ministre de la Justice explique que le présent projet de loi est étroitement lié à l'application du Règlement (UE) N° 655/2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale (ci-après « *le Règlement* »). Le Règlement ne régit cependant pas le recouvrement proprement dit de la créance, c'est-à-dire le droit du créancier d'obtenir paiement de sa créance sur les fonds saisis après obtention d'un titre exécutoire (jugement, acte authentique ou transaction judiciaire) reconnaissant l'existence de sa créance. La question est donc régie par le droit national de l'Etat concerné.

Or, il apparaît que l'application des règles luxembourgeoises dans ce contexte soulève certaines difficultés.

Le Règlement oblige à distinguer deux phases de la procédure de saisie des fonds détenus sur des comptes bancaires : une phase conservatoire, régie par le Règlement, et une phase d'exécution, régie par le droit national de l'Etat concerné. Il y a lieu de signaler que la procédure luxembourgeoise lie les deux phases et les rend indissociables.

La philosophie générale du texte proposé prend appui sur la considération qu'au stade où il est appelé à trouver application, le saisissant dispose à la fois d'une ordonnance européenne

de saisie conservatoire des comptes bancaires contre laquelle le saisi disposait d'un nombre important de recours prévus par le Règlement et d'une décision exécutoire consacrant le droit de créance du saisissant dans le cadre de laquelle le saisi pouvait faire valoir tous ses moyens au fond. Afin de faciliter le recouvrement de sa créance par le saisissant, celui-ci peut dans ces conditions s'approprier les fonds saisis par un simple acte de conversion signifié au tiers saisi et au saisi. Si nonobstant toutes les procédures et recours antérieurs, le saisi estime avoir des contestations à soulever, il peut contester cet acte de conversion en agissant devant le tribunal.

Par voie d'amendements gouvernementaux du 14 mai 2018, les auteurs du projet de loi ont jugé utile de d'intégrer dans le projet de loi plusieurs observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 20 mars 2018.

Examen des avis du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a émis son avis en date 20 mars 2018. Dans le cadre de son avis il a émis une série d'observations techniques et a soumis également aux auteurs du projet certaines propositions de libellés alternatifs.

Dans son avis complémentaire du 29 mai 2018, le Conseil d'Etat marque son accord avec les libellés amendés, tout en proposant un libellé alternatif en ce qui concerne l'article 718-1, paragraphe 1^{er}, points 4^o et 5^o.

La Commission juridique fait sienne la proposition de texte du Conseil d'Etat.

Echange de vues

- ❖ Un membre du groupe politique CSV s'interroge si le projet de loi ne devrait pas également prévoir une disposition relative à une notification éventuelle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (ci-après « CSSF »), en cas de recouvrement de fonds saisis par le créancier.

Le représentant du Ministre de la Justice explique qu'il ressort des travaux préparatoires, lors desquels des entrevues avec des représentants des différents acteurs du secteur financier ont eu lieu, qu'une disposition relative à la notification de la CSSF n'est pas requise.

5. 7252 Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Remarque préliminaire

Lors de la réunion du 7 février 2018⁴, l'avant-projet de loi, qui, par la suite est devenu projet de loi 7252, a été présenté aux membres de la Commission juridique.

⁴ Procès-verbal de la Commission juridique de la réunion du 7 février 2018 ; Session ordinaire 2017-2018 ; P.V. J 10

Nomination d'un rapporteur

La Commission juridique désigne à l'unanimité sa Présidente, Madame Sam Tanson, Rapportrice du projet de loi sous rubrique.

Présentation du projet de loi et examen des articles

Le présent projet de loi comprend deux volets :

- 1) Il est proposé d'intégrer dans ce projet de loi la disposition relative au recrutement de deux juges supplémentaires au tribunal administratif qui est actuellement contenue dans les amendements gouvernementaux au projet de loi N°6563B portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, 3) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire.

Au vu de l'urgence de ces recrutements, il est proposé de déplacer la disposition y relative dans le présent projet de loi qui, vu son caractère succinct, est susceptible d'être voté plus rapidement que le projet de loi N°6563B.

- 2) Le projet de loi vise à préciser le traitement réservé d'un point de vue procédural aux pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, d'une part, et aux informations dont la divulgation compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou serait préjudiciable aux relations internationales, d'autre part, lorsque ces pièces ou informations sont versées ou communiquées dans le cadre d'un recours devant les juridictions administratives, ainsi que la faculté des juridictions administratives de se retirer en chambre du conseil.

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a émis son avis en date 20 mars 2018. Dans le cadre de son avis prémentionné, le Conseil d'Etat marque son accord avec la modification de l'article 57, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif. Cette disposition vise à créer la base légale pour le recrutement de deux juges supplémentaires pour le tribunal administratif.

Quant à l'article 2 du projet de loi, le Conseil d'Etat regarde d'un œil critique le dispositif proposé par les auteurs du projet de loi et se livre à un examen détaillé de la jurisprudence relative au respect du principe du contradictoire et à la publicité des débats. Le Conseil d'Etat s'oppose formellement au libellé proposé et donne à considérer : que « *[l']impossibilité pour le juge d'apprécier le bien-fondé d'une classification ou de communiquer à la partie intéressée, ne fût-ce que le contenu de la pièce classifiée, n'est pas conforme à l'article 12 de la Constitution, à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, le cas échéant, à l'article 47 de la Charte. La différence de régime procédural réservé aux pièces classifiées et aux informations et sources concernant la sécurité, est encore source d'incohérence et dès lors d'atteinte à la sécurité juridique* ».

Scission du projet de loi n° 7252 en un projet de loi n° 7252A et un projet de loi n° 7252B

Il est proposé de scinder le projet de loi n°7252 en deux projets de loi distincts, à savoir :

- Projet de loi n°7252A portant modification
1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,
2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives
- Projet de loi n°7252B portant modification
1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,
2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Une telle façon de procéder permettra à la Commission juridique de finaliser l'instruction parlementaire du projet de loi 7252A, afin de créer la base légale nécessaire pour le recrutement de deux juges supplémentaires auprès du tribunal administratif (recrutement jugé urgent par les auteurs du projet de loi 7252⁵).

Il sera de la sorte permis, eu égard aux observations soulevées par le Conseil d'État, de continuer l'instruction parlementaire du volet dédié au traitement réservé, d'un point de vue procédural, aux pièces classifiées au sens de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, d'une part, et aux informations dont la divulgation compromet la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou des personnes ayant fourni les informations ou celle des personnes auxquelles elles se rapportent, ou serait préjudiciable aux relations internationales, d'autre part, lorsque ces pièces ou informations sont versées ou communiquées dans le cadre d'un recours devant les juridictions administratives, ainsi que la faculté des juridictions administratives de se retirer en chambre du conseil.

Par ailleurs, la Commission juridique juge utile de reprendre les observations d'ordre légistique, soulevées par le Conseil d'État dans le cadre de son avis du 29 mai 2018.

Echange de vues

- ❖ Un membre du groupe politique DP renvoie aux dispositions applicables aux pièces classifiées. L'oratrice préconise, par ailleurs, la mise en place d'une procédure uniforme en la matière, qui s'appliquerait pour deux ordres de juridictions.
- ❖ Un membre du groupe politique CSV donne à considérer que certains documents émanant du Gouvernement, tels que les délibérations du Conseil de Gouvernement, ont un caractère confidentiel. Dans le cadre d'un litige devant les juridictions, ces pièces ne sont versées aux débats, uniquement sur injonction prononcée par le juge du fond faisant suite à une demande formulée par une des parties du litige. Or, dans de nombreuses affaires opposant un justiciable à l'Etat, le justiciable peut ignorer l'existence même d'une telle pièce en raison de son caractère classifié.

Le représentant du Ministre de la Justice donne à considérer que l'optique du projet de loi sous rubrique est différente du cas de figure décrit ci-dessus. La loi prémentionné prévoit que l'Autorité nationale de Sécurité est chargée de veiller à la sécurité des pièces classifiées. Or, dans le cadre d'un litige administratif opposant un justiciable aux autorités publiques, celles-ci sont obligées de verser l'ensemble du dossier administratif, et ce, afin de permettre un débat contradictoire entre les parties. Il se peut cependant que des pièces soumises à un degré de confidentialité par ou en vertu de la loi ou par ou en vertu des traités ou conventions liant le

⁵ cf. doc. parl. 7252/00, exposé des motifs, p.2

Luxembourg, figurent également dans le dossier administratif. Si l'agent administratif verse l'ensemble du dossier en question à la partie adverse, y compris les pièces classifiées, alors il risque d'engager sa responsabilité, en dépit du fait qu'un tel versement est prévu par la loi.

- ❖ Un membre du groupe politique CSV donne à considérer que dans certaines matières, telles que le droit fiscal, l'administration peut opposer le secret fiscal, au versement de certaines pièces d'un dossier administratif.

Vote

La proposition de scission du projet 7252 en deux projets de loi distincts recueille l'accord unanime des membres de la Commission juridique.

6. 7300 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017)

❖ Affaires relevant de l'Etat : Ministère de la Justice – Parquet Général

Au sujet du volet « *Affaires relevant de l'Etat* » et plus précisément celles relevant du Ministère de la Justice⁶, la Commission juridique a pris acte des observations formulées par la représentante du Ministre de la Justice, précisant que les Parquets ont pris position sur la réclamation relevée sous rubrique.

❖ Affaires relevant de l'Etat : Ministère des Affaires étrangères et européennes - Bureau des Passeports, visas et légalisations

Au sujet du volet « *Affaires relevant de l'Etat* » et plus précisément celles relevant du Ministère des Affaires étrangères et européennes⁷, la Commission juridique prend acte des observations de l'Ombudsman au sujet de l'inconstitutionnalité de certaines dispositions du Code civil et qui soulève que : « [p]ar deux arrêts des 26 mars 1999 et 7 juin 2013, la Cour constitutionnelle a dit que l'article 380 alinéa 1er du Code civil en ce qu'il attribue l'autorité parentale d'un enfant naturel reconnu par les deux parents privativement à la mère n'est pas conforme à l'article 11 paragraphe 2 de la Constitution.

[...]

Le Médiateur a attiré l'attention sur le fait que la Commission juridique est sur le point de finaliser les travaux parlementaires sur le projet de loi 6996 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale. Le projet prévoit notamment une modification de l'article 375 du Code civil selon, laquelle l'autorité parentale sera exercée en commun par les parents sans référence à leur situation matrimoniale. L'article 375-1 en projet dispose que pour les actes usuels de l'autorité parentale, chaque parent qui agit seul est réputé avoir l'accord de l'autre parent à l'égard des tiers de bonne foi ».

La Commission juridique souligne quant à l'avancement des travaux parlementaires relatif au projet de loi 6996⁸, que lors de sa réunion du 6 juin 2018, elle a présenté et adopté le projet

⁶ cf. page 91

⁷ cf. pages 35 et 36

⁸ Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification:

1. du Nouveau Code de procédure civile ;

2. du Code civil ;

3. du Code pénal ;

4. du Code de la Sécurité sociale ;

de rapport y relatif. Ainsi, l'instruction parlementaire dudit projet de loi s'achève et un vote de la Chambre des Députés en séance plénière sur ledit projet de loi aura lieu prochainement.

Divers

- Demande d'entrevue de l'Initiative Schutz fir d'Kand

Par courrier du 10 avril 2018, l'Initiative Schutz fir d'Kand demande une entrevue avec la Commission juridique, ainsi qu'une copie du courrier du 22 mai 2015 adressé au Dr. C. Schilling.

La Commission juridique décide de ne pas accorder une suite favorable à ces demandes.

- Demande de réunion jointe

- ❖ Un membre du groupe politique CSV renvoie au courrier du 19 avril 2018 émanant du groupe politique CSV et souhaite savoir quand est-ce que la réunion jointe y demandée aura lieu.

Madame la Présidente signale à l'orateur qu'un courrier du Gouvernement, contenant une prise de position de ce dernier, sera transmis au groupe politique CSV prochainement.

Le Secrétaire-Administrateur,
Christophe Li

La Présidente de la Commission juridique,
Sam Tanson

5. du Code du travail ;

6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes ;

7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;

9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ;

11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire